

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
FORCE MAJEURE
en
matière d'effets de commerce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 12 Mars 1920, à deux heures

PAR

Georges PETIT

Président : M. Ch. LYON-CAEN, *Professeur.*

Suffragants } MM. WAHL, *Professeur.*
 } LÉVY-ULMANN, *Agrégé.*



PARIS

ROUSSEAU & C^{IE}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
FORCE MAJEURE

en
matière d'effets de commerce

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 12 Mars 1920, à deux heures



PAR

Georges PETIT

Président : M. Ch. LYON-CAEN, *Professeur.*

Suffragants } MM. WAHL, *Professeur.*
 } LÉVY-ULMANN, *Agrégé.*



PARIS

ROUSSEAU & C^{IE}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

—
1920



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Lorsque, le 4 août 1914, la Chambre se réunit pour voter les dispositions exceptionnelles nécessitées par l'état de guerre, le gouvernement lui demanda les pouvoirs nécessaires pour suspendre les effets des obligations. Un état de choses nouveau était créé : tous les hommes en état de porter les armes étaient appelés sous les drapeaux, ne pouvant plus, par suite, s'occuper de leurs affaires ; quant au reste de la nation, il n'échappait pas davantage au bouleversement général : lui aussi était atteint par l'arrêt brusque de la vie normale. Des mesures s'imposaient donc. D'un côté, il ne fallait pas que les mobilisés pussent être inquiétés par leurs créanciers : c'est ce que décida la loi du 5 août 1914 (art. 4). D'un autre, il était de la plus grande utilité que le gouvernement pût dispenser momentanément certains débiteurs d'exécuter leurs obligations : ce fut encore la loi du 5 août qui lui donna ce droit (article 2). Des mesures d'exception furent ainsi prises notamment pour les débiteurs d'effets de commerce. Pour eux, il est vrai, le gouvernement avait déjà pu édicter antérieurement des dispositions spéciales basées sur les lois des 27 janvier et 24 décembre 1910 ; mais ce fut la loi du 5 août qui lui permit de proroger les

échéances pour toute la durée de la guerre. Les débiteurs furent donc dispensés de payer, les porteurs n'eurent plus le droit de dresser protêt, conservant malgré cela leurs recours contre les garants. En un mot, l'application des articles 161 à 172 du Code de commerce était suspendue, tout au moins pour les effets de commerce souscrits avant le 4 août 1914 et échus le 31 juillet 1914 ou postérieurement. La prorogation, constamment renouvelée, fut maintenue même après l'armistice du 11 novembre 1918. Ainsi, grâce aux décrets moratoires, les droits et obligations de chacun furent nettement établis.

Il est cependant intéressant d'étudier ce qui se serait passé, si les décrets, dits moratoires, n'étaient pas intervenus. Ces décrets, en effet, ont été inspirés par l'idée qu'« à l'impossible nul n'est tenu ». Si donc, il y avait impossibilité, ou plus exactement force majeure, il y a lieu de se demander ce que seraient devenues les obligations des diverses parties. Un porteur n'a pu, par suite de l'invasion, présenter une traite au tiré à l'échéance, ni dresser protêt le lendemain ; va-t-il être déchu de son droit de recours contre le tireur et les endosseurs ? C'est là une question qui n'est pas spéciale à l'état de guerre, mais qui se pose dans tous les cas où se produit une force majeure, quelle qu'en soit l'origine (1).

(1) La force majeure est individuelle si elle atteint seulement une ou plusieurs personnes déterminées ; il en est ainsi dans le cas de maladie

De plus, les effets de commerce et plus particulièrement la lettre de change, circulant facilement d'un Etat à un autre, et mettant en jeu les intérêts de nationaux de pays différents, des conflits de lois peuvent se produire sur la solution à donner.

Nous sommes donc amenés à diviser notre étude en trois parties :

1° Les effets de la force majeure, d'après les principes généraux, et indépendamment de toute loi ou de tout décret spécial.

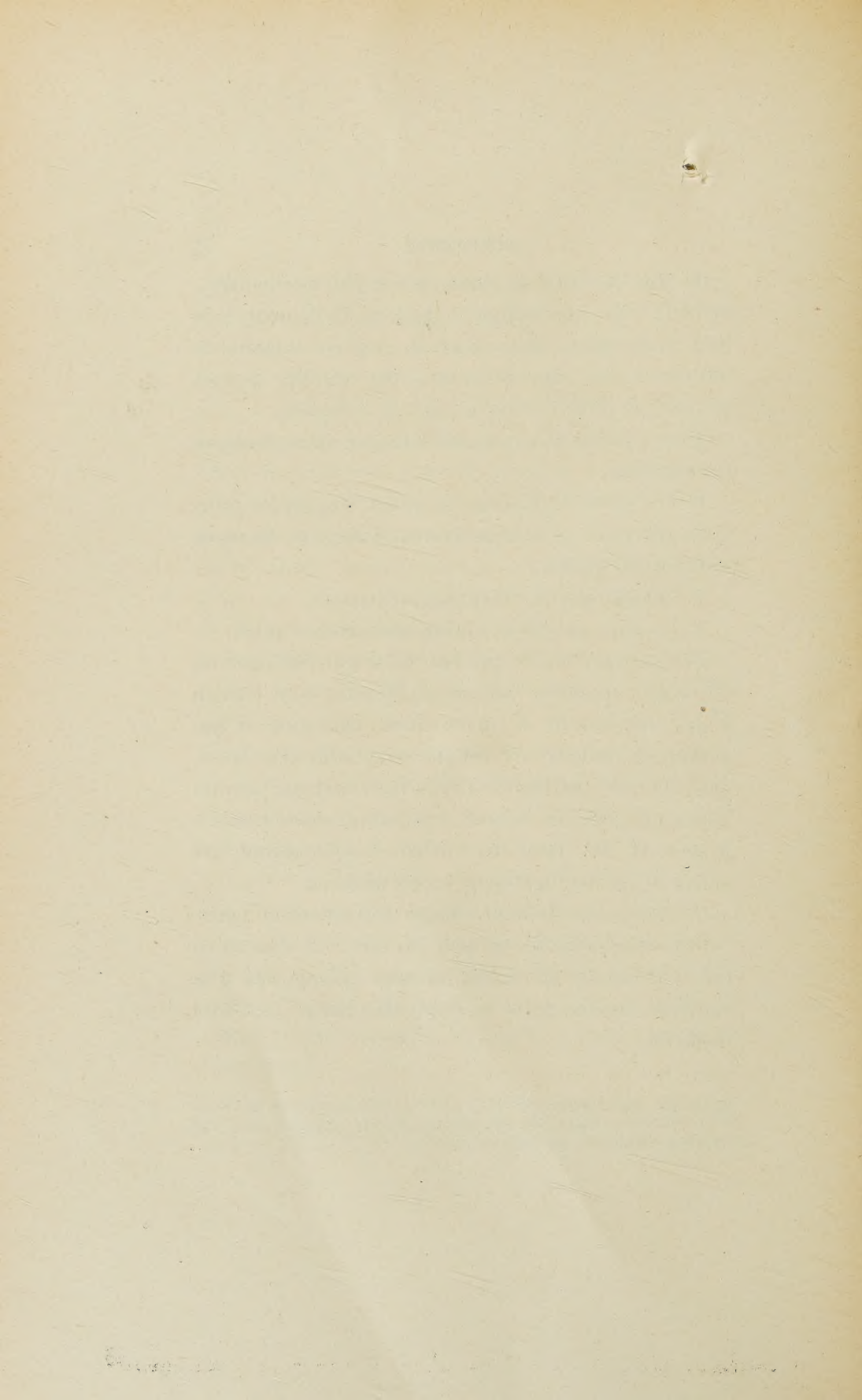
2° Les moratoires et leurs conséquences.

3° La force majeure en droit international privé.

Remarquons encore que les règles qui régissent les effets de commerce, quoique différentes pour chacun d'eux, présentent de nombreuses analogies et imposent au porteur des obligations semblables. Donc, dans tous les cas, les effets de la force majeure devront être à peu près les mêmes. Les raisonnements faits à propos de la lettre de change s'appliqueront aux autres effets, sauf quelques points de détail.

D'ailleurs, en étudiant chaque obligation en particulier, nous verrons en quoi les effets de commerce diffèrent les uns des autres, et nous indiquerons si la solution donnée pour la lettre de change doit être modifiée.

du porteur, par exemple; elle est au contraire générale lorsque, provenant d'une calamité publique telle qu'inondation, guerre, révolution, etc..., elle frappe un nombre illimité de personnes.



CHAPITRE PREMIER

La force majeure d'après les principes généraux et le Code de commerce

Le Code de commerce impose au porteur d'une lettre de change des obligations strictes dont l'inobservation amène une sanction déterminée. Mais il ne dit pas ce qu'elles deviennent, lorsqu'un cas de force majeure empêche le porteur de les accomplir. Doit-on considérer celui-ci comme étant toujours tenu, et par suite lui imposer des sanctions pour avoir failli à ses obligations ? Doit-on au contraire l'excuser en lui appliquant la maxime « *Impossibilium nulla est obligatio* » et faire retomber sur d'autres les dommages pouvant résulter de cette non-exécution ? C'est ce qu'il s'agit, dans le silence du Code, de déterminer.

Entre toutes ces obligations établies par la loi, il en est de particulièrement rigoureuses, puisqu'elles doivent être accomplies dans un délai très court sous peine de déchéances. Ainsi le porteur doit présenter une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue dans un délai déterminé.

En outre il doit, à défaut de paiement, faire

dresser protêt le lendemain de l'échéance, puis le notifier et assigner ses garants en justice dans un délai de quinzaine augmenté à raison des distances. S'il omet l'une de ces formalités, tout recours contre le tireur et les endosseurs se trouve perdu. Il est donc très intéressant de savoir si le fait d'avoir été empêché par un cas de force majeure constitue pour lui une excuse suffisante qui empêche les déchéances. C'est là la principale question, à laquelle donne naissance en matière d'effets de commerce la force majeure. Mais à côté d'elle, il en est d'autres, auxquelles on se trouve amené en étudiant toutes les obligations du porteur.

Nous allons passer celles-ci en revue dans l'ordre où elles se présentent pour lui.

§ I. — Présentation à l'acceptation

D'après le Code de commerce, le porteur d'une lettre de change n'est pas tenu de requérir l'acceptation du tiré ; c'est pour le porteur une simple faculté. Il a d'ailleurs tout intérêt à en user puisque, par son acceptation, le tiré devient débiteur en vertu de la lettre de change.

Il peut arriver, cependant, que le tireur, en émettant la lettre, ait imposé au bénéficiaire l'obligation de demander l'acceptation, pour être assuré, par exemple, que le tiré accepte le mandat qui lui est donné et pouvoir, s'il y avait contestation sur la provision, faire juger le litige aussitôt que possible. Dans

ce cas, le porteur se trouve en présence d'une première obligation, dont la sanction est constituée par des dommages-intérêts.

S'il était empêché de remplir cette obligation par suite d'un cas de force majeure, il serait juste de le dispenser de cette charge. Sans doute le tireur peut tenir à ce que le tiré ait accepté : mais si une force majeure a empêché le porteur d'agir, il serait inique de lui imposer une peine, puisqu'il n'y a pas eu faute de sa part. C'est l'application du principe général, d'après lequel lorsque l'exécution d'une obligation est devenue impossible, le débiteur est libéré.

Naturellement, il ne peut en être ainsi que si le porteur est exempt de toute faute. S'il a laissé passer sans agir le délai accordé par le tireur pour demander l'acceptation, celui-ci peut le mettre en demeure par une sommation : il devient alors responsable des cas fortuits. Il en serait de même si, par une convention spéciale, il avait pris ces cas à sa charge.

Il est des lettres de change qui doivent être présentées au tiré avant l'échéance : telles sont les lettres de change à un certain délai de vue. Bien que le Code de commerce (article 131) semble exiger l'acceptation de ces lettres, ou le protêt faute d'acceptation, pour faire courir le délai de vue, on peut croire qu'un simple visa du tiré suffit (1). Quoi qu'il en soit, l'obli-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Manuel de droit commercial*, n° 586.

gation du porteur est ici sanctionnée par des déchéances ; si dans les trois mois de la date de création, plus parfois les délais de distance (article 160), le porteur n'a pas présenté la lettre au tiré, il perd son droit de recours contre ses garants. L'effet de la force majeure, en pareil cas, sera étudié dans le paragraphe suivant.

La question de l'acceptation ne se pose que pour la lettre de change. Un billet à ordre ou un warrant ne peuvent être soumis à l'acceptation, puisque dans le billet à ordre le débiteur est le souscripteur du billet, et que dans le warrant le débiteur est le négociateur de l'effet. Il en est de même pour un chèque : celui-ci est toujours payable à vue.

§ II. — Obligations du porteur sanctionnées par des déchéances

Lorsque le porteur d'une lettre de change est négligent, il est frappé de déchéances rigoureuses.

L'article 168 C. com. énumère les obligations auxquelles il est astreint, sous peine d'être considéré comme négligent. Ces obligations se ramènent à trois :

1° Présentation dans le délai de trois mois augmenté, s'il y a lieu, à raison des distances, d'une lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue (article 160).

2° Confection du protêt le lendemain de l'échéance (article 162).

3° Notification du protêt et assignation en justice des garants dans la quinzaine, plus les délais de distance (articles 165 à 167) (1).

L'article 168 ne rappelle pas la disposition de l'article 161, d'après laquelle « *le porteur d'une lettre de change doit en exiger le paiement le jour de son échéance* ». Si donc le porteur ne se conforme pas à cette prescription, il n'encourt aucune déchéance et est seulement responsable du dommage qu'il a pu causer par son retard à présenter la traite. Comme dans le cas de l'acceptation, il faut admettre que si le porteur n'a pu agir par suite d'une force majeure, il est exempt de tous dommages-intérêts.

La sanction des obligations énumérées par l'article 168 est la déchéance du droit de recours contre les endosseurs et contre le tireur qui a fait provision. Toutes les législations ont adopté des règles analogues; aussi la question de savoir si le porteur empêché par un cas fortuit peut invoquer l'exception de force majeure, a-t-elle été discutée en tout pays et résolue de

(1) Les obligations du porteur d'un billet à ordre sont les mêmes que celles du porteur d'une lettre de change. Quant au chèque, il faut le présenter au paiement dans les cinq jours de sa date de création quand il est tiré sur place, dans les huit jours s'il est déplacé, faute de quoi le porteur est déchu de son droit de recours contre les endosseurs; la déchéance est aussi encourue à l'égard du tireur, lorsque la provision a péri par le fait du tiré après les délais de présentation (loi du 14 juin 1865). Le protêt et le recours se font dans les mêmes conditions que pour la lettre de change. Enfin, le porteur du warrant doit, après protêt, dressé le lendemain de l'échéance, faire vendre les marchandises dans le mois du protêt, et notifier celui-ci dans la quinzaine de la vente.

façon différente suivant les législations. Les unes se sont montrées strictes et ont proclamé la déchéance du porteur. D'autres, au contraire, ont admis d'une manière formelle le maintien de son droit de recours. D'autres enfin n'ont pas tranché expressément la question ; et parmi celles-ci il faut ranger la loi française. Nous allons donc étudier les différentes solutions qui ont été proposées pour résoudre le problème ; et nous verrons ensuite à quel parti se sont ralliées les législations de quelques Etats.

a) Solutions possibles théoriquement

1^o Recours perdu. — Dans un premier système on met les cas fortuits à la charge du porteur. Dès lors, si celui-ci n'a pas pu faire dresser protêt le lendemain de l'échéance, comme le lui prescrit la loi, les garants restent à l'abri de toute poursuite. Le tireur, en effet, a fait provision, les endosseurs ont dû fournir chacun une certaine valeur à leur cédant pour acquérir la propriété de la lettre de change. Si donc le porteur, momentanément empêché par la force majeure, ne peut obtenir le payement du tiré, par suite de la faillite de celui-ci, le tireur et les endosseurs ne s'enrichissent pas injustement. Il n'y a donc pas lieu de permettre au porteur de recourir contre eux.

Le contrat de change renferme d'ailleurs un acte de vente ; en acquérant la lettre, le porteur en est devenu le seul propriétaire. Il peut en disposer à son gré, la négocier à son profit, la faire circuler dans toutes les

places où le cours du change lui présente des conditions favorables et bénéficier des opérations d'arbitrage. Si, par contre, un malheur quelconque l'empêche d'user de son droit, c'est lui seul que doit frapper ce malheur : *res perit domino* (1).

Que font, d'autre part, le tireur et les endosseurs en remettant au porteur la lettre de change ?

Ils lui cèdent la créance qu'ils ont sur le tiré. Or, de droit commun, le cédant d'une créance ne garantit pas à son cessionnaire la solvabilité du débiteur cédé : il ne lui doit que la garantie de l'existence et de la validité de la créance. C'est donc par une dérogation au droit commun que le tireur et les endosseurs d'une lettre de change garantissent au porteur le paiement à l'échéance. Mais pour que cette garantie ait son plein effet, il faut que le porteur se conforme aux prescriptions strictes de la loi. Les garants ne se sont engagés que pour un temps déterminé, et sous la condition que le défaut de paiement sera constaté par un protêt dressé et signifié dans un bref délai. Si le porteur ne remplit pas ces conditions ils sont définitivement libérés, alors même qu'aucune faute ne lui serait imputable. La force majeure n'a pas pour effet de faire réputer accomplie la condition qu'elle a empêché d'exécuter : c'est la solution du Droit romain en même temps que celle du Code civil (2).

(1) LOCRÉ, t. XVIII, p. 76 et suiv. : Proposition de Corvetto.

(2) MERLIN, *Questions de droit*. Protêt, § VIII.

2° Recours admis. — Le système précédent est rigoureux pour le porteur. Il est bien exact que la loi lui a imposé des devoirs stricts à remplir : mais « *Impossibilium non est obligatio* ». Il faudrait traiter comme négligent un porteur qui n'a pu dresser protêt en temps voulu, par suite d'une calamité publique ! Cette solution est peut-être plus conforme à une interprétation étroite des textes ; cependant, il semble bien que le porteur ne mérite pas tant de rigueur. Pourquoi la loi l'astreint-elle à remplir certaines formalités dans un bref délai ? C'est pour faciliter et activer les opérations commerciales ; on ne veut pas que les tireur et endosseurs restent trop longtemps tenus de leur obligation de garantie. Mais, par ailleurs, cette même loi accorde au porteur toutes sortes de faveurs pour qu'il soit assuré de toucher facilement le montant de la lettre de change : responsabilité solidaire des garants, impossibilité pour le donneur d'aval d'invoquer le bénéfice de discussion ou de division, etc... Elle ne prononce de déchéance contre le porteur que s'il y a négligence de sa part. On peut donc considérer comme plus conforme à l'esprit de l'ensemble de la législation en matière de lettre de change, la solution qui consiste à ne déclarer le porteur déchu que s'il a été négligent, et à l'exonérer, par suite, des conséquences de la force majeure. Ce système, plus équitable que le précédent, est en même temps plus rationnel, car le bénéficiaire d'une lettre de change est toujours créan-

cier du tireur à qui il a à fournir une valeur ; la remise de la lettre de change n'a pas entraîné novation.

On peut même considérer le porteur comme fournissant une valeur au tireur sous la condition qu'il sera payé à l'échéance. Si par sa faute, c'est-à-dire par suite de son manque de diligence, la condition ne se réalise pas, nous devons, néanmoins, la réputer accomplie, d'après l'article 1178 du Code civil, et les garants sont déchargés. Mais si, par suite d'un cas de force majeure, le porteur n'est pas payé, sans qu'il y ait eu faute de sa part, il doit conserver tous ses recours, la condition ne s'étant pas réalisée.

3° Recours suspendu. — Lorsque le principe de la conservation des droits du porteur est admis, deux solutions sont à envisager : le porteur pourra-t-il exercer contre le tireur et les endosseurs un recours immédiat, ou devra-t-il au contraire attendre la cessation de la force majeure, demander le paiement au tiré, et recourir ensuite s'il y a lieu ?

En faveur de la première solution, on peut dire que la nature des obligations qui découlent de la lettre de change exige que ces obligations s'éteignent dans un bref délai. Le tireur et les endosseurs ne se sont engagés que pour un temps limité ; il ne faut pas prolonger inutilement leur obligation de garantie. De plus, les signataires de la lettre sont tenus solidairement, le porteur doit donc pouvoir s'adresser à l'un quelconque d'entre eux pour se faire payer. L'indépen-

dance des obligations des différents signataires de la traite milite dans le même sens.

A ces raisons d'ordre juridique, viennent s'en ajouter d'ordre économique. Il peut être dangereux de faire supporter seulement par le porteur les conséquences de la force majeure. Souvent, les lettres de change, tirées sur une région déterminée, sont concentrées avant leur échéance entre les mains des banquiers de cette région. Si une calamité publique survient, qui empêche les débiteurs de s'acquitter, les maisons qui ont de nombreux effets en portefeuille pourront se trouver dans un grand embarras et courir le risque de tomber en faillite. Il y a donc avantage à permettre le recours immédiat : les conséquences de la calamité seront ainsi réparties sur un plus grand nombre de personnes, atteignant moins profondément chacune d'elle. Enfin, cette solution n'est-elle pas la plus juste ? Le porteur, qui a acquis la lettre de change, s'est reposé non seulement sur la solvabilité du tiré, mais encore sur celle du tireur et des endosseurs. Il serait très dur pour lui de le priver de son droit de recours pendant toute la durée de la force majeure. C'est bien plutôt au tireur auteur de la traite et garant du paiement, à supporter le poids de la calamité. Le résultat ainsi obtenu est plus logique : celui qui est frappé en définitive, c'est le véritable créancier du tiré, qui aurait évidemment subi les répercussions de la catastrophe si la lettre de change n'avait pas été créée ;

tandis que dans le système inverse, tout dépend du hasard : est atteint celui qui, malheureusement, a la lettre de change entre les mains au jour fatal.

Malgré toutes ces raisons, on en fait valoir d'autres en sens inverse, très sérieuses également et qui sont surtout d'ordre économique. En admettant le recours immédiat, on risque d'amener une perturbation très grande dans le monde des affaires, en mettant en mouvement toutes les lettres de change qu'on ne peut pas présenter. L'action en recours ne s'arrêtera pas au premier endosseur ; elle remontera la suite des endosseurs jusqu'au tireur : le trouble ainsi provoqué atteindra de nombreuses personnes, qui ne seront sans doute pas préparées à y faire face. D'ailleurs toute cette procédure est-elle bien utile ? N'est-il pas plus simple de considérer l'échéance comme prorogée ? Dans les cas où la calamité est assez courte, il semble bien préférable d'agir ainsi : le trouble apporté dans les affaires sera beaucoup moins grand. On peut supposer que si le porteur ne rentre pas dans son argent juste à la date fixée, la gêne sera moins sensible pour lui qu'elle ne le serait pour le tireur, appelé brusquement à reprendre tous les effets qu'il a émis sur une région frappée par le malheur. Avec l'idée de prorogation d'échéance, le porteur conserve son droit de recours contre ses garants, mais il doit attendre pour l'exercer que la calamité ait pris fin. A cette époque, il demande au tiré le payement ; et s'il n'obtient pas

satisfaction, il n'a qu'à dresser protêt et recourir dans les formes habituelles.

L'obligation de garantie du tireur et des endosseurs se trouve prolongée ? Mais cela est encore bien plus avantageux pour eux que de se voir exposés à un recours immédiat. Quant à leur solidarité, elle est conservée intacte : ses effets sont seulement suspendus pour un certain temps.

Le porteur, de son côté, est-il en réalité si mal traité que cela peut paraître à première vue ? Tout d'abord on peut décider que s'il est obligé d'attendre quelque temps pour toucher le montant de la traite, il aura droit à des intérêts le jour de l'échéance. Il se trouvera ainsi indemnisé du retard qu'il aura subi. Ensuite, s'il a un besoin immédiat d'argent, il lui sera généralement facile de faire réescompter les effets prorogés qu'il a en portefeuille, par les banques d'émission. Celles-ci ont toujours essayé d'atténuer les conséquences des crises dans la mesure du possible, en accordant de larges crédits au commerce et en se montrant généreuses envers les faibles. En 1910, par exemple, lors des inondations de Paris, la Banque de France renonça librement à exiger le paiement d'intérêts, simplement pour prendre sa part du malheur général (1).

On objecte que le porteur qui a le droit de recourir

(1) Déclaration de M. Ernest-Picard à la Conférence de la Haye de 1910 (séance du Comité central).

immédiatement n'est pas par cela même obligé de le faire. S'il juge que la calamité sera de courte durée et que le tiré est solvable, il attendra la cessation de la force majeure. Pourtant il ne faut pas trop compter sur la patience du porteur, qui a tout intérêt à se faire rembourser le plus vite possible. De plus la faculté de recourir deviendra en quelque sorte un devoir pour les directeurs de banque, chargés du recouvrement des effets : car pour mettre à couvert leur responsabilité, ils aimeront mieux s'assurer un paiement immédiat, s'ils peuvent l'obtenir, plutôt que de courir les risques de l'insolvabilité des débiteurs.

Il semble donc préférable, tout au moins lorsque la calamité est de courte durée, d'ajourner le recours contre les garants. Si elle se prolongeait par trop, on pourrait alors autoriser les porteurs à agir. Nous verrons, au chapitre III que telle est la solution à laquelle se sont ralliées les Conférences de la Haye de 1910 et 1912. Mais actuellement les législations des différents Etats sont encore très divisées sur la solution à donner ; nous allons nous en rendre compte par quelques exemples.

b) Solutions admises dans quelques Etats

France. — L'ordonnance de 1673 ne s'était pas expliquée sur l'exception de force majeure ; mais la jurisprudence l'admettait : par exemple, lorsque l'arrivée du courrier avait été retardée par une inondation, on relevait le porteur de la déchéance.

Nos anciens auteurs jugeaient de même. « *Si par quelque force majeure et imprévue, disait Pothier (1), le protêt n'avait pu se faire le jour auquel il devait être fait, le défaut de protêt dans ledit jour ne ferait pas déchoir le propriétaire de la lettre de ses actions en garantie ; car on ne peut jamais être obligé à l'impossible : Impossibilium nulla obligatio est. Il n'est néanmoins relevé de ce défaut qu'à la charge que le protêt soit fait, depuis, dans un temps dans lequel le juge estimera qu'il a pu être fait, lequel temps doit être laissé à l'arbitrage du juge* » Rogues disait aussi dans sa Jurisprudence consulaire : (2) « *Si par quelques événements extraordinaires, la poste retarde d'un jour, il faut tirer certificat du directeur de la poste, comme le courrier n'est arrivé que le... à telle heure, rapport à telle circonstance* ».

Telle était l'opinion la plus généralement admise par les juridictions consulaires de France. (3) Aussi l'article 123 du projet de Code de Commerce la reproduisait-il : « *Si, par l'effet de la force majeure, le protêt ne peut avoir lieu dans le délai ci-dessus fixé, il doit être fait le lendemain du jour où l'obstacle a notoirement cessé* (4) ». Mais cet article souleva des réclamations de la part de la Chambre de commerce de Paris et du Tribunal de commerce de Genève. On

(1) POTHIER, *Traité du Contrat de Change*, n° 144.

(2) ROGUES, *Jurisprudence consulaire*, t. II, chap. LXIII, n° 14.

(3) MERLIN, *Questions de Droit*, Protêt, § VIII.

(4) PARDESSUS, *Traité du Contrat et des lettres de change*, n° 366.

craignit que la consécration par la loi de l'exception de force majeure ne fût une source de procès et peut-être de beaucoup d'injustices. Lorsque la discussion s'ouvrit à ce sujet au Conseil d'Etat le 31 janvier 1807, Corvetto proposa donc une disposition précisément inverse de la précédente : « Tout cas fortuit qui aurait empêché ou retardé le protêt, est à la charge du porteur » (1).

Les avis furent partagés, Merlin et Bégouen appuyant la proposition de Corvetto, tandis que Jaubert et Dufermon insistaient pour qu'on trouvât « un moyen quelconque pour que le sort du porteur ne dépendît pas d'une condition impossible ». Bref, il fut décidé « qu'afin de ne pas ouvrir la porte aux abus en liant la conscience des tribunaux par une règle trop précise, il ne serait pas inséré, dans le Code de commerce, de disposition sur l'exception de la force majeure ».

Les tribunaux ont donc une liberté d'appréciation des plus complètes. En fait ils n'admettent que difficilement l'excuse de force majeure. Ainsi dans un arrêt du 7 juillet 1862 (2), la Cour de cassation a statué sur le cas d'une lettre envoyée par un paquebot qui devait normalement arriver à destination le jour de l'échéance. Ce paquebot ayant été retardé par des mesures sanitaires, l'exception ne fut admise ni par le Tribunal de commerce de la Seine, ni par la Cour de

(1) LOCRÉ, t. XVIII, p. 76 et suiv.

(2) Cass. 7 juillet 1862 (D. 1863, 1, 80).

Paris. L'affaire étant venue devant la Cour de cassation, celle-ci motiva sa décision : « *Attendu que l'arrêt attaqué a déclaré que le Comptoir d'escompte ne s'est trouvé dans l'impossibilité de faire protester en temps utile la traite dont il s'agit au procès, que par le résultat de sa négligence ou de son imprudence...* », et rejeta le pourvoi.

A plus forte raison, le porteur ne pourrait-il se prévaloir de ce qu'il a acquis la lettre trop tard pour faire le protêt en temps utile : c'était à lui de ne pas accepter l'endossement (1). Il pourrait seulement écarter l'exception de déchéance invoquée par son cédant immédiat.

Quoi qu'il en soit, le porteur qui se trouve empêché par une force majeure ne peut recourir aussitôt contre ses garants. Il doit attendre la cessation de l'empêchement, réclamer le payement aussitôt que possible, dresser protêt, et n'exercer une action contre le tireur ou les endosseurs qu'après l'accomplissement de toutes ces formalités.

La même solution doit être adoptée pour le billet à ordre, le chèque, et le warrant.

Suisse. — La loi suisse rejette formellement l'exception de force majeure. Le Code fédéral des obligations, devenu le livre V du Code civil suisse de 1912, dispose en effet dans son article 813 : « Les obliga-

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, t. IV, p. 312 et suiv.

tions dérivant de la lettre de change s'éteignent par la prescription ou par l'inobservation de l'une des formalités ou de l'un des délais auxquels la loi en a subordonné l'existence, encore que la prescription ou la déchéance résulte d'un événement de force majeure ou qu'aucune faute ne soit imputable au créancier.

Néanmoins l'accepteur et le tireur, même après avoir été libérés par suite de prescription ou de déchéance, restent obligés par les voies civiles ordinaires envers le porteur, jusqu'à concurrence du bénéfice qu'ils auraient fait à ses dépens ».

L'article 827 contient une disposition semblable pour le billet à ordre, de même que l'article 836 pour le chèque.

Si donc le tireur n'avait pas fait provision, il resterait soumis, comme dans le droit français, au recours du porteur, car sinon il s'enrichirait à ses dépens. Mais s'il a fait provision, il n'est plus tenu que dans les limites strictes déterminées par la loi : les risques de la force majeure sont pour le porteur.

De même la loi russe du 29 mai 1902 (art. 35 et 59) exclut formellement l'excuse de force majeure.

Allemagne. — C'est dans les Conférences de Leipzig de 1847 qu'a été préparée pour l'Allemagne la loi sur le change, qui traite des lettres de change et des billets à ordre. Le projet a été transformé en loi dans les différents Etats de la Confédération germanique à partir de 1848. Le texte élaboré à Leipzig devint ainsi l'*Allgemeine deutsche Wechselordnung*.

Dans son article 41 cette loi impose deux conditions au porteur pour qu'il puisse exercer un recours contre le tireur et les endosseurs. Il faut : 1° que la lettre de change ait été présentée pour le payement ; 2° que cette présentation et le défaut de payement soient constatés par un protêt.

De la force majeure, il n'est pas question. Ce n'est pas qu'on y ait pas songé dans cette loi ; mais on ne put se mettre d'accord sur la formule à adopter. On préféra, comme en France, laisser la chose à l'appréciation des tribunaux. Pratiquement, on aboutit à peu près au même résultat que si une disposition prohibitive de l'exception de force majeure avait été édictée ; car la jurisprudence allemande n'admet pas l'excuse de force majeure.

Une loi du 13 août 1914 s'est occupée spécialement des effets de commerce frappés de moratorium en pays étranger. Nous la retrouverons au Chapitre III, en Droit international privé.

Autriche. — Jusqu'en 1912, l'Autriche vivait sous un régime analogue à celui de l'Allemagne : sa législation en matière de change dérivait du projet de Leipzig de 1847. Mais avec la guerre balkanique, en présence des lois établissant un moratorium dans certains Etats et des difficultés de fait qui empêchaient dans d'autres la confection du protêt, on prit des mesures pour faire cesser l'incertitude qui régnait sur le point de savoir si les porteurs d'effets de commerce

à recouvrer dans les pays atteints par la guerre, conserveraient leur recours en garantie contre les tireur et endosseurs domiciliés en Autriche, bien que n'ayant pu accomplir les formalités habituelles. Il était d'autant plus utile de régler cette situation que les commerçants autrichiens ne parvenaient pas à faire escompter leur papier payable dans les Balkans, par suite des risques auxquels était exposé le porteur.

La loi du 30 novembre 1912, s'inspirant des décisions prises quelques mois auparavant à la Conférence de la Haye, est ainsi conçue :

« Article 1^{er}. — *Quand la présentation de la lettre de change, soit du billet à ordre, ou la confection du protêt dans les délais prescrits, est empêchée par un obstacle insurmontable (cas de force majeure), ces délais sont prolongés.*

Le porteur est tenu de donner sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur immédiat et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur la lettre de change, le billet à ordre ou une allonge ; pour le surplus, les dispositions de l'article 45 de la loi sur le change sont applicables (1).

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit,

(1) Cet article 45 est relatif aux avis de refus d'acceptation ou de paiement à donner au dernier endosseur, aux endosseurs précédents et au tireur. Avis de la force majeure devra donc être donné successivement par chaque endosseur à son cédant, jusqu'au tireur. — LYON-CAEN, *Journal de droit international privé*, 1917, p. 400.

sans retard, présenter l'effet à l'acceptation ou au paiement et, s'il y a lieu, faire dresser le protêt.

Si la force majeure persiste au delà de 30 jours à partir de l'échéance, les recours peuvent être exercés, sans que, ni la présentation, ni la confection du protêt soit nécessaire.

Pour les effets à vue ou à un certain délai de vue, le délai de 30 jours court de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration des délais de présentation, donné avis de la force majeure à un endosseur.

Ne sont point considérés comme constituant des cas de force majeure, les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation ou de la confection du protêt.

Article 2. — *La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication. Toutefois les dispositions des alinéas 1, 3, 4 et 6 de l'article 1^{er} s'appliquent aux effets qui sont échus après le 11 novembre 1912 ».*

Le système de la loi autrichienne peut donc se résumer ainsi : le droit de recours du porteur est conservé malgré la force majeure ; mais il lui faut attendre pour l'exercer que celle-ci ait cessé. Toutefois, si elle dure plus de 30 jours, le porteur peut recourir sans dresser protêt.

Cette solution concilie dans la mesure du possible des intérêts opposés. Elle est équitable et présente en même temps des avantages réels au point de vue économique.

Promulguée à l'occasion de la guerre des Balkans, la loi du 30 novembre 1912 a une portée plus générale. Elle établit d'une façon permanente les conséquences de la force majeure sur les droits et devoirs du porteur d'un effet de commerce, que cette force majeure provienne d'une guerre ou de toute autre calamité.

Naturellement, ce sont toujours les tribunaux qui sont chargés d'apprécier s'il y a eu véritablement force majeure dans un cas déterminé.

La Hongrie a adopté les mêmes dispositions et les a même étendues aux chèques.

Angleterre. — Le seul devoir du porteur est de notifier promptement au tireur et aux endosseurs qu'il y a eu refus d'acceptation ou de paiement. S'il se trouve empêché par quelque force majeure, il est à l'abri de la déchéance; car la loi ne l'oblige qu'à faire de son mieux : *Lex neminem cogit ad impossibilia*. Il lui suffit donc de prouver qu'il y a eu force majeure pour conserver intact son droit de recours contre ses garants (1).

Pays-Bas. — Le Code de commerce néerlandais (article 201) admet de même l'excuse de force majeure.

c) Conséquence possible du retard : intérêts

Le porteur qui, par suite d'un cas de force majeure,

(1) Déclaration de Sir Mackenzie Chalmers à la Conférence de la Haye de 1910 (Comité central).

n'a pu réclamer le payement dans le délai légal, a-t-il droit dans la législation française à des intérêts du jour de l'échéance ?

Le Code de commerce ne statue pas sur cette question.

D'après l'article 1153 du Code civil, les intérêts « *ne sont dus que du jour de la sommation de payer, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit* ». Or dans le cas de la lettre de change, le Code de commerce (art. 184) a prévu un acte qui équivaut à la sommation, lorsque le débiteur refuse de payer : c'est le protêt. Normalement, les intérêts ne courent que du jour de ce dernier.

Lorsque la confection du protêt est empêchée par un cas de force majeure, il convient de remarquer qu'en matière commerciale, on admet généralement que la mise en demeure peut résulter d'un acte quelconque du créancier indiquant suffisamment sa volonté d'être payé (1). La plupart du temps si le porteur ne peut faire dresser protêt, il ne pourra davantage réclamer son payement au débiteur. Il en sera ainsi lorsque la force majeure résultera de la maladie du porteur, de l'interruption des communications, etc... Mais dans certains cas, comme celui d'une grève des clercs d'huissier ou de notaire, par exemple, le porteur peut parfaitement communiquer avec le débiteur, tandis

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Manuel de droit commercial*, n° 380.

que la confection du protêt est impossible. Il serait juste, alors, de considérer une lettre recommandée comme suffisante pour faire courir les intérêts.

§ III. — Prescription

Les actions relatives aux lettres de change s'éteignent par une prescription de cinq ans (art. 189 C. com.). Il en est de même pour les billets à ordre qui ont le caractère commercial ; tandis que pour ceux, ayant une cause civile, la prescription est de trente ans. Bien que la loi n'en ait rien dit, il semble naturel d'appliquer également la prescription de cinq ans aux chèques à ordre qui présentent un caractère commercial pour le souscripteur du chèque.

Quel sera l'effet de la force majeure sur cette prescription ? Se trouve-t-elle suspendue pendant toute la durée de l'empêchement ? La question, qui n'est d'ailleurs pas spéciale aux effets de commerce, mais se pose quel que soit le droit faisant l'objet de la prescription, est controversée.

Dans l'ancien droit, on admettait la maxime « *Contra non valentem agere non currit præscriptio* ». La prescription se trouvait donc suspendue lorsqu'un événement de force majeure empêchait le créancier d'agir.

Quelques auteurs modernes sont encore de cet avis.

« *La force majeure, dit Alauzet, est le seul cas qui*

puisse être invoqué pour repousser la prescription » (1). Nouguiet soutient la même idée (2).

Par contre, MM. Lyon-Caen et Renault (3) s'appuient sur l'article 2251 du Code civil, pour rejeter l'exception de force majeure, en matière de prescription. Cet article pose en effet comme principe que « *la prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi* ». Comme, d'autre part, aucune disposition légale ne décide que la force majeure est une cause de suspension, il faut en conclure que l'ancienne règle ne doit plus s'appliquer (4).

Cependant, la jurisprudence française, semble vouloir conserver la formule « *Contra non valentem...* » : La Cour de cassation admet généralement que la prescription est suspendue au profit de celui qui est dans l'impossibilité d'agir, par suite d'un empêchement quelconque résultant soit de la loi, soit de la convention, soit de la force majeure (5). Dans ce cas, se pose une question de fait que résolvent souverainement les tribunaux.

(1) ALAUZET, *Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale*, t. IV, n° 1554.

(2) NOUGUIET, *Des lettres de change et des effets de commerce en général*, t. II, n° 1641.

(3) LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. IV, p. 372.

(4) Merlin ne croyait pas non plus que la force majeure suspendit la prescription. Répertoire de jurisprudence, prescription, sect. I, § 7, art. 2, quest. 10.

(5) Cass., 9 avril 1818 (S. 19, 1, 189); Cass., 28 juin 1870 (S. 71, 1, 187, D. 70, 1, 310); Cass., 21 mai 1900 (D. 1900, 1, 422).

Cette solution est sans doute plus équitable ; malheureusement elle ne repose sur aucun texte. Il faudrait compléter notre législation en ce sens.

CHAPITRE II

Des Moratoires

§ I. — Utilité et nature des moratoires

Nous avons vu que, suivant les législations, l'exception de force majeure n'est pas admise ou, quand elle l'est, qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier si le porteur a été réellement empêché d'agir. Donc, même dans l'hypothèse la plus favorable pour celui-ci, la charge de la preuve lui incombe toujours. Cela peut lui être parfois difficile ; et la décision est encore soumise à l'arbitraire du juge.

Dans les cas de calamité publique, les gouvernements viennent souvent au secours du porteur, en le dispensant d'accomplir les formalités habituelles dans le délai rigoureux de la loi. Ainsi le porteur n'a plus rien à prouver. Le gouvernement reconnaît d'une façon générale l'existence d'une force majeure qui interrompt le cours normal des affaires, et accorde des délais exceptionnels aux porteurs pour dresser protêt et recourir. Les droits de ceux-ci sont donc sauvegardés. Mais à côté d'eux, il y a aussi les débiteurs qui

méritent la sollicitude des pouvoirs publics. La catastrophe peut les mettre dans l'impossibilité de payer, ou tout au moins leur causer une grande gêne pour l'exécution de leurs obligations. Il est donc bon que les pouvoirs publics se préoccupent également de la défense de leurs intérêts, en retardant l'exigibilité de leurs dettes. C'est le but des lois et décrets qui prononcent la prorogation des échéances, et qu'on qualifie dans le langage usuel de lois ou décrets moratoires. Grâce à l'intervention des pouvoirs publics, toute difficulté se trouve ainsi écartée. Créanciers et débiteurs sont couverts par le moratorium, jusqu'à la fin de la crise.

Il a été jugé que le moratorium était un véritable terme de droit (1). Sans doute il constitue, comme le délai de grâce, une mesure de faveur à l'égard des débiteurs. Pourtant, cette disposition n'est pas prise en raison de leur insolvabilité : Elle s'applique aussi bien aux débiteurs solvables qu'à ceux qui ne le sont pas. C'est une mesure générale établie par la loi, et basée sur la nature de la créance (2).

La conséquence de ce terme de droit est que le porteur ne peut opposer sa créance en compensation

(1) Trib. com. de Marseille, 23 janvier 1871 (D. 72, 3, 87) ; Trib. civil de Bône, 11 juin 1915 (S. 15, 2, 81) ; Trib. civ. Seine, 21 juin 1915 (S. 15, 2, 81). — *Contra* : Ord. référés Seine, 14 décembre 1915 (*Gaz. trib.*, 16 décembre 1915) ; Trib. civil Seine, 4 janvier 1917 (*Gaz. Pal.*, 18 août 1917).

(2) WAHL, *Droit civil et commercial de la guerre*, t. III (Nature juridique du moratoire).

d'une dette qu'il aurait envers son débiteur principal. A plus forte raison ne peut-il le faire envers un garant, puisqu'ici sa créance est purement éventuelle, et qu'elle ne serait pas opposable, même s'il n'y avait que terme de grâce.

En France, nous avons eu de nombreux moratoires dans les périodes de crise. Ceux de la guerre de 1914 ont revêtu une importance toute particulière, par suite du grand nombre d'effets prorogés et de la durée de la prorogation. Mais déjà, dans le passé, le gouvernement s'était vu dans la nécessité d'intervenir chaque fois que la vie normale était profondément troublée par la révolution, l'invasion, etc... Nous allons passer en revue les principaux moratoires intervenus au cours du XIX^e siècle (1).

§ II. — 1830 et 1848

Lors de la Révolution de 1830, un arrêté de la commission municipale de Paris du 31 juillet décida que les échéances des effets de commerce, payables à Paris depuis le 26 juillet jusqu'au 15 août inclusivement, seraient prorogées de dix jours, de manière que les effets échus le 26 juillet ne soient payables que le 5 août et ainsi de suite. De plus, tous les protêts, recours en garantie et prescriptions des effets de commerce désignés ci-dessus étaient également suspendus.

(1) A l'étranger, on peut citer les moratoires de 1848 en Prusse, de 1845 et 1859 en Piémont, de 1870 pour la province de Rome, lors de l'inondation du Tibre, de 1908 à la suite du tremblement de terre de Messine, etc...

Ce sont ces mêmes dispositions que le gouvernement provisoire de 1848 édicta à la suite de la Révolution de février. Par le décret du 26 février 1848, il prorogea de dix jours les échéances des effets de commerce payables à Paris depuis le 22 février jusqu'au 15 mars, ainsi que les délais de protêt, recours et prescription. Le 28 février, il étendait ces mesures aux départements de la Seine et de la Seine-Inférieure, et le 3 mars à toute la France, tout en déclarant valables les protêts et recours faits ou exercés antérieurement à la promulgation de chacun de ces deux derniers décrets.

La solution donnée était donc des plus simples : l'échéance des effets de commerce se trouvait reculée de dix jours ; les obligations des créanciers, comme celles des débiteurs, étaient suspendues pendant ce temps. Quant aux décrets du 29 mars et du 4 avril 1848, ils ont seulement pour but de faciliter l'exercice du droit de recours du porteur : ils prorogent de quinze jours, non compris les délais de distance, le délai qui lui est normalement accordé.

Vinrent ensuite les décrets des 17 et 18 avril 1848, décidant que le 20 serait un jour férié, et, qu'en conséquence, les effets à échéance du 20 ne seraient présentés que le 21, et les protêts dressés le 22.

Enfin, lors de la Révolution de Juin 1848, de nouvelles mesures durent être prises : on suivit le même système que précédemment. Un premier décret du 25 décida que les effets payables depuis le 23 jusqu'au

27 juin inclusivement seraient prorogés de cinq jours ; un second décret du 26 étendit cette disposition aux effets venant à échéance du 23 juin au 5 juillet. La même prorogation s'étendait aux protêts et recours ; ils étaient, toutefois, valables, s'ils étaient antérieurs à la promulgation de ces décrets.

§ III. — 1870-1871

Les dispositions prises pendant la guerre de 1870-71 sont beaucoup plus complexes. D'abord, on ne put déterminer du premier coup quelle serait l'étendue de la prorogation. En second lieu, par suite de l'investissement de Paris, la France avait à sa tête deux gouvernements, un pour la capitale, l'autre pour les départements, et leurs décisions n'étaient pas toujours concordantes. Enfin, la Commune de Paris amena une nouvelle perturbation au moment précis où l'on venait de régler la question des effets prorogés pendant la guerre.

a) Loi du 13 août 1870 et décrets du Gouvernement de la Défense Nationale

Dès le début des hostilités, en présence de l'invasion des départements de l'Est, plusieurs députés demandèrent qu'on retardât l'exigibilité des effets de commerce payables en France. Le 11 août, le gouvernement, appuyé par MM. Crémieux et Magnin, déposait donc un projet de loi aux termes duquel les échéances étaient prorogées de trente jours. Mais un

autre système, proposé par M. Argence et adopté par la Commission, fut soutenu par MM. Le Cesne, Dalloz, Werlé et Mathieu. Il consistait simplement à proroger d'un mois les délais dans lesquels devaient être faits les protêts et les actes de recours, pour les effets de commerce souscrits avant la guerre. M. Werlé expliqua que proroger les échéances serait exposer les commerçants français à perdre leur droit de recours contre les cédants étrangers, quand il s'agirait de lettres de change tirées de l'étranger sur la France : « *Il y a un droit des gens pour les opérations commerciales*, disait-il ; *un de ses usages est que les formalités conservatoires sont réglées par la loi du pays où le paiement doit être fait... Vous pouvez parfaitement, en prorogeant les délais qui sont indiqués par notre loi française, dire que la formalité du protêt, au lieu d'être remplie dans les vingt-quatre heures, ne le sera que dans un mois ; vous pouvez ainsi établir une loi obligatoire pour l'étranger comme pour vous* ». Le rapporteur de la loi s'occupait aussi de la question du recours à l'étranger ; et il affirmait avec assurance : « *La loi française règle et réglera, même pour l'étranger, la matière commerciale. C'est une règle du droit des gens. La loi nouvelle est obligatoire : elle constitue un cas de force majeure ; elle est une force majeure, un fait imprévu, opposable devant tous les tribunaux étrangers, reconnu par le droit des gens. Aucun tribunal au monde ne déclarera le recours perdu devant un pareil fait* ».

Le Corps législatif se prononça pour l'augmentation des délais du protêt : ce fut la loi du 13 août 1870, qui décida que les délais de protêt et de recours pour les effets de commerce souscrits avant sa promulgation, seraient prorogés d'un mois. Pendant le même temps, le droit de recours contre les endosseurs était suspendu. De plus il était décidé que les intérêts courraient du jour de l'échéance, et qu'aucune poursuite ne pourrait avoir lieu contre les débiteurs présents sous les drapeaux.

On espérait par ces mesures conserver les droits des porteurs français contre leurs garants étrangers. Nous verrons au chapitre III ce qu'en ont pensé les tribunaux étrangers, et la solution à adopter ; mais notons dès maintenant que l'idée du législateur fut de proroger les délais du protêt, non les échéances.

Le Gouvernement de la Défense nationale, par le décret du 10 novembre 1870, établit une nouvelle prorogation de trente jours à compter du 14 septembre ; et il étendit cette mesure aux effets souscrits postérieurement à la loi du 13 août.

Le décret du 11 octobre fit de même. Le décret du 10 novembre 1870, lui aussi, accorda une nouvelle prorogation de un mois à compter du 14 novembre. Seulement, il spécifia que les effets de commerce souscrits postérieurement à la loi ou aux décrets antérieurs, et devant échoir avant l'expiration de la prorogation, ne pourraient profiter que des délais accordés postérieurement à leur souscription.

Une cinquième prorogation d'un mois fut accordée à partir du 14 décembre, par le décret du 12 décembre 1870 ; et renouvelée à dater du 14 janvier 1871, par le décret du 12, mais uniquement pour les effets souscrits antérieurement à la loi du 13 août. Pour ceux souscrits postérieurement, la prorogation accordée par le dernier décret n'était plus que de quinze jours. Il est vrai qu'elle fut prolongée pour eux aussi, jusqu'au 13 février, par le décret du 27 janvier 1871.

Enfin, le dernier décret qui intervint en la matière, avant la loi du 10 mars, appelée à régler définitivement la question, fut le décret du 9 février 1871, qui prorogeait encore les délais d'un mois.

b) Délégation de Tours

Pendant que le gouvernement de la Défense nationale prenait ces mesures à Paris, la délégation de Tours établissait d'autres dispositions pour la province.

Le 3 octobre 1870, elle décrétait que les prorogations, accordées par la loi du 13 août et le décret du 10 septembre, ne seraient pas applicables aux effets de commerce qui seraient créés postérieurement au 14 octobre 1870.

Puis, par le décret du 5 novembre, elle décidait que les effets souscrits du 15 août au 15 octobre ne seraient exigibles que trois mois après leur échéance. Pour dresser protêt, elle donnait cinq jours à partir de l'exigibilité ; les délais de dénonciation ne devant

courir qu'à compter de ce cinquième jour. De plus, le juge pouvait accorder des délais de grâce, en cas de jugement contradictoire. Dans les départements envahis, la prorogation était maintenue de droit, jusqu'à l'abandon par l'ennemi du territoire occupé, ou un mois après la cessation de la guerre.

Ce décret ne parlait pas des effets souscrits avant le 15 août. Ce fut celui du 14 novembre qui décida que, pour eux, aucun protêt, aucune poursuite n'était possible avant le 15 décembre. Cette limite fut reportée au 15 janvier (décret du 9 déc. 1870).

Ces diverses dispositions furent complétées par le décret du 8 janvier 1871 qui spécifiait que les échéances des effets de commerce souscrits avant le 15 août étaient prorogées de cinq mois. Celles des effets souscrits du 15 août au 14 octobre l'étaient de trois mois, en vertu du décret du 5 novembre; néanmoins, si parmi ces effets, il en était dont les échéances prorogées de trois mois fussent antérieures au 15 janvier, ces échéances seraient prorogées jusqu'à cette date. Le délai du protêt était porté provisoirement à dix jours, à partir de l'échéance ainsi déterminée. Mais, jusqu'à la fin de la guerre, toute poursuite demeurerait interdite pour les effets créés antérieurement au 15 août 1870, de même que contre les débiteurs présents sous les drapeaux.

On voit la différence marquée entre les deux séries de décrets. Tandis qu'à Paris le gouvernement se con-

tentait de prôger de mois en mois les délais, dans les termes mêmes de la loi du 13 août 1870, la délégation de Tours s'occupait de régler la question du moratorium, d'une façon quelque peu obscure, et posait des principes tout différents de ceux qui avaient triomphé dans la discussion de la loi. Par exemple, le débiteur d'un effet de commerce souscrit le 16 août 1870, à échéance d'un mois, voyait celle-ci prorogée de trois mois par le décret du 5 novembre : elle était donc reportée au 16 décembre. Et voici que le décret du 8 janvier la proroge à nouveau jusqu'au 15, alors que l'effet est échu depuis vingt-trois jours, que le protêt doit être fait depuis dix-huit jours, et le recours exercé depuis trois jours. La solution donnée n'était pas des plus heureuses. D'autre part, le décret du 8 janvier 1871 parle nettement de la prorogation des échéances ; bien plus, il déclare prorogées de cinq mois les échéances des effets souscrits antérieurement au 15 août 1870, et interdit toute poursuite jusqu'à la fin de la guerre : il oppose donc les deux idées.

c) Loi du 10 mars 1871

Toutes ces mesures ne cadraient pas avec les dispositions prises à Paris ; aussi la loi du 10 mars 1871 remanie-t-elle de fond en comble toutes les décisions édictées jusqu'alors.

D'abord, peu importe que la date de création soit antérieure ou postérieure à la loi du 13 août : l'essen-

tiel c'est la date d'échéance. Si celle-ci est postérieure au 12 avril 1871, l'effet ne jouit d'aucune prorogation. Pour les effets échus du 13 août au 12 novembre 1870, la loi accorde une prorogation de sept mois, date pour date, avec les intérêts depuis le jour de l'échéance inscrite aux titres ; ces effets deviennent donc exigibles du 13 mars au 12 juin. Quant aux effets échus du 13 novembre 1870 au 12 avril 1871, leur exigibilité est reportée date pour date, du 13 juin au 12 juillet, avec les intérêts. Toutefois les effets créés postérieurement au 9 février ne sont pas admis au bénéfice de la prorogation.

Ces dispositions sont applicables aux effets déjà protestés. Si les protêts ont été suivis de jugement, il doit être sursis à l'exécution jusqu'à l'expiration des nouveaux délais de prorogation,

Le porteur a dix jours pour dresser protêt, à dater de l'exigibilité de sa créance. Les délais de recours partent du jour du protêt.

Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, qui devaient être présentées depuis le 13 août 1870 et ne l'ont pas été, la loi en ordonne la présentation dans le mois de sa promulgation.

Enfin, elle permet aux tribunaux de commerce d'accorder pendant le cours de l'année 1871, des délais modérés pour le paiement, dans les départements envahis, ainsi qu'aux débiteurs qui ont été sous les drapeaux.

Cette loi du 10 mars 1871, destinée à liquider le moratorium, semble bien faire suite aux décrets du gouvernement de la Défense nationale, et ne tenir compte des mesures prises par la délégation de Tours que dans la mesure où cela était nécessaire. Aussi MM. Lyon-Caen et Renault (1) ont-ils pu dire que, comme la loi du 13 août et les décrets postérieurs, elle avait seulement prorogé les délais du protêt, non les échéances, quoi qu'elle fût intitulée : Loi sur la prorogation des échéances des effets de commerce. Cependant, certains auteurs, comme Chrétien et Champcommunal, ont préféré voir là une véritable prorogation des échéances (2).

d) Lois des 24 mars, 26 avril et 4 juillet 1871

A peine la loi du 10 mars était-elle votée, qu'éclatait la Commune. Cette nouvelle crise amena la promulgation des lois du 24 mars, du 26 avril et du 4 juillet 1871.

La loi du 24 mars décidait que les effets de commerce jouissant du bénéfice de la loi du 10 mars et échéant du 13 au 24 mars, en vertu de ladite loi,

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. IV, p. 567 et suiv. A l'appui de cette opinion on peut encore invoquer la loi du 4 juillet 1871 qui dit dans son article 1^{er} : « Le délai de sept mois accordé par l'article 2 de la loi du 10 mars 1871 pour protester les effets de commerce..... est prolongé..... »

(2) CHRÉTIEN, *De la lettre de change en droit international*, p. 186 et suiv. — CHAMPCOMMUNAL, *Etude sur la lettre de change en droit international privé*, p. 51 et suiv.

seraient prorogés au 24 avril, tandis que les effets échéant du 25 mars au 24 avril seraient prorogés d'un mois. Elle renouvelait les dispositions de la loi du 10 mars en ce qui concernait les protêts déjà faits et les jugements rendus, et autorisait le tribunal de commerce de la Seine à accorder des délais de grâce pendant le cours de l'année 1871.

Un mois après cette première loi, le gouvernement insurrectionnel de la Commune étant toujours maître de la capitale, de nouvelles dispositions durent être prises pour les effets de commerce payables dans le département de la Seine. D'après la loi du 26 avril, tous les effets dont l'échéance était postérieure au 18 mars, quelle que fût leur date de souscription, étaient prorogés jusqu'au dixième jour qui devait suivre le rétablissement du service de la poste entre Paris et le reste de la France. Puis, par la loi du 4 juillet 1871, les délais accordés pour protester les effets payables dans le département de la Seine ou dans les communes de Sèvres, Meudon et Saint-Cloud, furent définitivement prorogés de onze mois, s'il s'agissait d'effets échus du 13 août au 12 novembre 1870. Ces effets devenaient ainsi exigibles, date pour date, du 13 juillet au 12 octobre 1871. Quant aux effets échus du 13 novembre 1870 au 12 juillet 1871, ils étaient déclarés exigibles du 13 octobre au 12 novembre 1871, à condition qu'ils aient été souscrits avant le 31 mai.

Le porteur avait dix jours pour dresser protêt ; il

devait donner avis à son débiteur de l'engagement que celui-ci avait à remplir, faute de quoi il perdait les intérêts à partir du 15 juillet. Les actes conservant les recours pour les effets déjà protestés, pouvaient être faits utilement dans un délai de vingt jours à partir de la promulgation de la loi.

Si l'effet avait été créé après le 31 mai, et était échu avant cette promulgation, le protêt devait être fait dans les cinq jours de celle-ci.

Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, la présentation devait se faire dans le mois de la promulgation, non compris les délais de distance.

Enfin l'autorisation donnée au tribunal de commerce par la loi du 24 mars 1871, et relative aux délais de grâce, était maintenue.

e) Gouvernement de la Commune

La loi du 16 avril 1871, promulguée à Paris, par le gouvernement de la Commune était ainsi conçue :

« Art. 1^{er}. — *Le remboursement des dettes de toute nature souscrites jusqu'à ce jour et portant échéance... sera effectué dans un délai de trois années à partir du 15 juillet prochain et sans que ces dettes portent intérêt.*

Art. 2. — *Le total des sommes dues sera divisé en 12 coupures égales, payables par trimestre, à partir de la même date ».*

Naturellement, la Commune étant tombée le 24 mai

1871, cette loi n'eut pas à s'appliquer. Tout fut réglé par la loi du 4 juillet 1871.

§ IV. — 1910

Entre la guerre de 1870 et celle de 1914, le pouvoir législatif eut encore à édicter quelques moratoires dans diverses circonstances. Par exemple, une loi du 21 février 1899 reporta au lendemain l'échéance de tous les effets de commerce payables le 23 février, jour des obsèques de Félix Faure.

Les inondations de 1910, venant après la grève des Postes de 1909, fournirent au Gouvernement l'occasion de demander aux Chambres une délégation de leur droit d'augmenter les délais du protêt. Ce fut l'objet de la loi du 27 janvier 1910, qui décida que : *« Dans le cas de mobilisation de l'armée, de fléau ou de calamité publique, d'interruption des services publics gérés par l'Etat, les départements ou les communes, ou soumis à leur contrôle, des décrets rendus en Conseil des ministres peuvent, pour tout ou partie du territoire, proroger les délais dans lesquels doivent être faits les protêts et les autres actes destinés à conserver les recours pour toute valeur négociable. Pendant la durée de la session des Chambres, les prorogations prévues au présent article ne pourront dépasser trente jours francs. Pendant l'intervalle des sessions, la prorogation peut être renouvelée une ou plusieurs fois »*.

Le gouvernement usa immédiatement de cette auto-

risation pour les régions dévastées par l'inondation.

Quelques mois plus tard, après la grève des chemins de fer, la loi du 27 janvier fut complétée par celle du 24 décembre 1910 : « *Dans les mêmes circonstances et sous les mêmes conditions, les échéances des valeurs négociables pourront être prorogées* ».

Désormais, il était donc possible au gouvernement de protéger, par un simple décret, les intérêts des débiteurs, comme ceux des créanciers.

§ V. — 1914

La guerre de 1914 a été l'occasion de nombreux moratoires. Dès la période de tension, qui précéda la déclaration de guerre, le gouvernement, s'appuyant sur les pouvoirs qui lui avaient été conférés en 1910, publiait le décret du 31 juillet 1914, par lequel il prorogeait de trente jours les délais des protêts. Puis, la loi du 5 août lui permit en termes généraux, de suspendre les obligations civiles et commerciales jusqu'à la fin de la guerre.

Les décrets moratoires se succédèrent donc les uns aux autres ; ils prolongèrent même la prorogation au-delà de la cessation des hostilités, qui fut proclamée par la loi du 23 octobre 1919, car cette loi maintenait les pouvoirs du gouvernement en matière de prorogation.

Cependant, tout en renouvelant le moratorium, les pouvoirs publics s'efforcèrent de le faire cesser pour

certaines catégories de débiteurs, qui n'étaient pas atteints au point de vue pécuniaire par la guerre. Les mobilisés eux-mêmes, déclarés à l'abri de toute poursuite par la loi du 5 août 1914, virent leur situation modifiée par la loi du 26 juillet 1918, qui ne leur permettait plus d'invoquer dans tous les cas l'exception de mobilisation.

Nous allons donc étudier d'abord la suite des décrets moratoires et voir les effets auxquels ils s'appliquent. Nous examinerons ensuite la question de la suppression progressive du moratorium.

a) Effets prorogés

Le premier décret moratoire est celui du 31 juillet 1914, qui prorogea de trente jours francs les délais des protêts et autres actes destinés à conserver les recours, pour les effets souscrits avant le 1^{er} août 1914 et venant à échéance depuis cette date jusqu'au 15 août.

Ce décret ne parlait pas d'une prorogation d'échéances, mais seulement de la date du protêt; la présentation au débiteur restait donc obligatoire, provisoirement (1).

Pour donner satisfaction aux réclamations du commerce, un second décret du 5 août 1914 étendit ces dispositions aux effets venant à échéance depuis le 31 juillet, au lieu du 1^{er} août.

(1) WAHL, *Droit civil et commercial de la guerre*, t. III, n° 2584 et suiv.

Puis, le décret du 9 août 1914 accorda la même prorogation de trente jours francs aux effets dont l'échéance était antérieure au 1^{er} septembre 1914, pourvu qu'ils aient été souscrits avant le 4 août. Cette fois, il s'agit bien d'une prorogation d'échéances : la présentation de la traite au tiré devient donc inutile. Naturellement elle peut toujours se faire, mais seulement à titre officieux.

Désormais, les deux dates du 31 juillet et du 4 août sont fixées : elles seront reproduites par les décrets postérieurs. Pour bénéficier de la prorogation, il faut que les effets aient été souscrits avant le 4 août, et que leur échéance première ne soit pas antérieure au 31 juillet.

La prorogation s'applique, en vertu de la loi du 5 août, à tous les effets de commerce, exception faite toutefois des chèques présentés par le tireur lui-même. (1) Peu importe la cause des traites ; peu importe également la situation du débiteur : tous jouissent des mêmes avantages. Ce n'est que plus tard que certaines catégories de débiteurs furent exclues du bénéfice du moratorium.

La date d'échéance extrême, fixée au 1^{er} septembre 1914 par le décret du 9 août pour que les effets pussent être prorogés, fut reculée successivement par les décrets postérieurs. C'est ainsi que la prorogation

(1) Des mesures spéciales furent, en effet, édictées pour le retrait des fonds déposés dans les banques.

fut accordée aux effets venant à échéance avant le 1^{er} octobre 1914 (décret du 29 août 1914); puis, avant le 1^{er} novembre 1914 (décret du 27 septembre 1914); avant le 1^{er} janvier 1915 (décret du 27 octobre 1914); avant le 1^{er} mars 1915 (décret du 15 décembre 1914); avant le 1^{er} mai 1915 (décret du 25 février 1915); avant le 1^{er} août 1915 (décret du 15 avril 1915); avant le 1^{er} novembre 1915 (décret du 24 juin 1915); avant le 1^{er} janvier 1916 (décret du 16 octobre 1915); avant le 1^{er} avril 1916 (décret du 23 décembre 1915); avant le 1^{er} juillet 1916 (décret du 18 mars 1916); avant le 1^{er} octobre 1916 (décret du 21 juin 1916); avant le 1^{er} janvier 1917 (décret du 19 septembre 1916); avant le 1^{er} avril 1917 (décret du 19 décembre 1916); avant le 1^{er} juillet 1917 (décret du 17 mars 1917); avant le 1^{er} octobre 1917 (décret du 19 juin 1917); avant le 1^{er} janvier 1918 (décret du 25 septembre 1917); avant le 1^{er} avril 1918 (décret du 27 décembre 1917); avant le 1^{er} juillet 1918 (décret du 29 mars 1918); avant le 1^{er} octobre 1918 (décret du 26 juin 1918); avant le 1^{er} janvier 1919 (décret du 21 septembre 1918); avant le 1^{er} avril 1919 (décret du 29 décembre 1918); avant le 1^{er} juillet 1919 (décret des 25 et 30 mars 1919); avant le 1^{er} octobre 1919 (décret du 25 juin 1919); avant le 1^{er} janvier 1920 (décret du 20 septembre 1919); avant le 1^{er} avril 1920 (décret du 18 décembre 1919).

Donc les effets venant à échéance avant le 1^{er} avril 1920 ont encore été prorogés, tout au moins en faveur de

certain débiteurs. La prorogation, qui était au début de trente jours, fut prononcée dans la suite pour quatre-vingt-dix jours.

Quel est alors le sort du porteur d'un effet prorogé ? Il ne peut réclamer le payement ni au débiteur principal, ni aux garants ; il ne peut davantage faire dresser protêt ; mais ses droits de recours sont conservés. De plus, il a droit à des intérêts. Nous retrouverons plus loin cette question.

D'ailleurs, peut-être ne sera-t-il pas obligé d'attendre la fin du moratorium pour toucher ce qui lui est dû : le débiteur peut toujours se libérer, en renonçant au bénéfice de la prorogation. Un paiement partiel est possible dans les conditions fixées par les décrets.

Quoi qu'il en soit, si le porteur désire avoir son argent de suite, il a la ressource de faire escompter sa traite. La Banque de France a ouvert de larges crédits aux porteurs d'effets prorogés. Au 1^{er} août 1914, le montant de son portefeuille s'élevait à 3,041 millions ; c'était déjà un chiffre énorme, auquel on était arrivé en quelques jours, par suite de l'empressement des porteurs à présenter leurs effets à l'escompte, au cours de la semaine qui avait précédé la guerre. Avec le moratorium, le portefeuille s'enfla encore, atteignant, rien que pour les effets prorogés, son maximum de 4,476 millions, le 1^{er} octobre 1914. L'escompte de 5 0/0 offert par la Banque de France, présentait un grand avantage pour les porteurs : il leur permettait de tou-

cher le montant de leurs traites, comme si l'échéance en était déterminée, sans qu'ils aient à souffrir des prorogations successives.

Evidemment, il y avait là un risque pour la Banque. Escompter un aussi grand nombre d'effets dans une période de crise, c'était s'exposer à n'être pas remboursée par un certain nombre de débiteurs, ruinés par suite des événements. Aussi fut-il décidé, dans les conventions du 21 septembre 1914 et du 26 octobre 1917, ratifiées ensuite par la loi du 20 décembre 1918, qu'un compte spécial de réserve serait créé pour couvrir la Banque des pertes qu'elle aurait à subir (1). Ce compte d'amortissement devait être alimenté, aux termes de la convention du 21 septembre 1914, par le supplément d'intérêt de 2 0/0, que l'État aurait à verser à la Banque un an après la cessation des hostilités, sur le montant des avances que celle-ci lui faisait.

L'article 5 de cette convention disait en effet :

« En aucun cas le supplément d'intérêt de 2 0/0 ne pourra être compris dans les bénéfices susceptibles d'être distribués aux actionnaires de la Banque. »

« Il sera affecté à un compte spécial de réserve destiné à couvrir jusqu'à concurrence du montant dudit compte, les pertes qui pourraient se produire sur le recouvrement

(1) L'escompte des effets prorogés n'était d'ailleurs pas la seule source de pertes pour la Banque. Les avances sur titres, par exemple, pouvaient aussi lui causer du déficit : en juillet 1914, elle avançait 80 0/0 sur la rente française 3 0/0, cotée dans les environs de 80 francs, alors qu'au 31 décembre 1919, elle valait à peine 60 francs.

du portefeuille commercial de la Banque immobilisé par la prorogation des échéances... (1).

« Si ce fonds de réserve laisse un reliquat, celui-ci viendra en atténuation du montant des avances faites par la Banque à l'Etat ».

Par la convention du 26 octobre 1917, il fut décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1918, on prélèverait également au profit de ce compte, à titre d'impôt sur les bénéfices de guerre : 50 0/0 sur l'intérêt de 1 0/0 des avances faites à l'Etat, et 85 0/0 sur l'escompte des Bons du Trésor français à des gouvernements étrangers. Pour la période du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1917, la Banque devrait verser au compte d'amortissement une somme de 200 millions.

Nous verrons plus loin qu'au dernier bilan de la Banque pour l'année 1919, le montant du compte d'amortissement était déjà plus élevé que celui des effets prorogés restant en portefeuille.

b) Suppression progressive du moratorium

1^o Décret du 27 octobre 1914. — Le moratorium avait été établi primitivement en faveur de tous les débiteurs (2). Le décret du 27 octobre 1914 voulut en restreindre les effets à l'égard de ceux qui n'étaient

(1) Le compte d'amortissement ne garantit à la Banque que le remboursement du montant *en principal* des effets prorogés ; il n'intervient pas pour le paiement des intérêts.

(2) Les mobilisés étaient en outre couverts par la loi du 5 août 1914, qui interdisait toute poursuite contre eux.

pas présents sous les drapeaux, ni domiciliés dans les pays envahis. Il décida donc que, sauf le cas où le débiteur rentrerait dans l'une de ces deux catégories, le porteur pourrait demander le paiement. Si le débiteur principal refusait, le défaut de paiement devait être constaté par une lettre recommandée avec avis de réception. Cette lettre était destinée à remplacer le protêt. Quinze jours francs après la date de l'avis, l'action pouvait être exercée avec l'autorisation du président du tribunal civil, mais seulement contre le débiteur principal, et non contre les garants.

L'application de ce décret ayant été suspendue par des décrets postérieurs, aucune suite n'y fut donnée.

2^e Décret du 23 décembre 1915. — Tout en renouvelant le moratorium, ce décret décidait dans son article 5 : « *Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux débiteurs qui, en raison de l'état de guerre, sont fournisseurs de l'Etat ou des Etats alliés, ou travaillent pour le compte de ces Etats, soit à titre principal, soit comme sous-traitants, ni aux débiteurs qui fournissent aux personnes ci-dessus dénommées des matières brutes ouvrées ou mi-ouvrées, ou qui coopèrent pour partie à la fabrication. Un décret fixera le régime applicable à ces débiteurs* ».

On estimait, en effet, que les fournisseurs de l'Etat étaient en mesure de faire face à leurs obligations et qu'il n'y avait pas lieu, par suite, de prolonger à leur profit le moratorium. « *Ils n'éprouvent pas, dans les*

circonstances présentes, disait l'exposé des motifs, les difficultés auxquelles se heurtent, tant en ce qui concerne l'absence de commandes que pour l'achat de leurs matières premières ou le recrutement de leur main-d'œuvre, la plupart des industries ou commerces ».

Sont visés par le décret du 23 décembre 1915, les fournisseurs, c'est-à-dire les personnes qui font habituellement des fournitures à l'Etat, ou celles qui font habituellement des fournitures aux premières. Celui qui passe un seul marché n'est pas fournisseur : il ne le devient que si ce marché nécessite plusieurs livraisons (1).

La mesure ne s'applique pas seulement aux fournisseurs de guerre, mais à tous ceux qui sont fournisseurs de l'Etat ou des Etats alliés, à quelque titre que ce soit. Cependant, elle n'atteint pas ceux qui continuent les fournitures qu'ils faisaient déjà avant la guerre.

Un second décret du 23 décembre 1915, a déterminé le régime applicable aux fournisseurs. Il fixe d'abord la nouvelle échéance : « *L'échéance des valeurs négociables souscrites par ces débiteurs avant le 4 août 1914 et échues originellement depuis le 31 juillet 1914 inclusivement, est prorogée de vingt mois, date pour date, à partir du jour de leur échéance originale.*

A défaut d'une date correspondant, dans le vingtième mois, à la date de l'échéance originale, la valeur négo-

(1) WAHL, *Droit civil et commercial de la guerre*, t. III, n° 2600 et s.

ciable sera considérée comme échue le dernier jour de ce vingtième mois ».

Le paiement peut être échelonné sur plusieurs termes, à condition que chacun des paiements partiels soit du quart au moins du principal, et qu'il ne s'écoule pas plus de deux mois entre chaque terme. De plus, le montant de chaque somme ainsi versée doit être supérieure à 50 francs, sauf toutefois la dernière. Les intérêts sont exigibles à chaque terme pour la portion du principal payé par le débiteur. Mention du paiement partiel doit être faite sur le titre.

Bien que le décret n'en ait rien dit, il faut, comme le fait remarquer M. Wahl, que le paiement du solde n'excède pas les vingt mois accordés pour la libération totale ; car autrement le débiteur pourrait retarder de plusieurs mois le règlement intégral.

Il peut du reste demander au président du tribunal des délais supplémentaires, soit dans les trente jours qui précèdent la nouvelle échéance, soit même à partir de la présentation de l'effet, si le porteur ne s'était pas fait connaître, pourvu qu'il n'y ait pas encore de poursuites exercées devant le tribunal. Le président peut accorder plusieurs prorogations successives.

Le porteur non payé n'a pas à dresser protêt ; il suffit d'une lettre recommandée avec avis de réception. L'avis de réception même, n'est pas nécessaire, si le porteur peut prouver que le débiteur a été averti.

Dix jours francs après la date de l'avis de réception

de la lettre recommandée constatant le défaut de paiement, le porteur peut poursuivre le débiteur ; mais il lui faut pour cela l'autorisation du président du tribunal, sauf dans le cas de rejet d'une demande de délai formée par le débiteur, ou d'expiration des délais accordés par le président sans que le débiteur se soit acquitté.

D'ailleurs, le tribunal saisi d'une demande formée dans l'un de ces deux cas, peut, par dérogation à l'article 157, C. com., accorder des délais de grâce.

Il faut enfin remarquer que le porteur, qui a le droit de demander le paiement au débiteur principal, n'y est pas obligé. Quant aux recours contre les garants, ils sont toujours interdits : l'application des art. 161 à 172, C. com., reste suspendue.

3° Décret du 29 décembre 1917. — Il était juste que les débiteurs qui avaient réalisé par le fait de la guerre des bénéfices exceptionnels ne puissent plus invoquer le moratorium. Le décret du 29 décembre 1917 établit donc à leur égard un régime analogue à celui que le décret du 23 décembre 1915 avait déterminé pour les fournisseurs de l'Etat. Il proroge de quarante-quatre mois, date pour date, à partir du jour de leur échéance primitive, l'échéance des effets souscrits par eux, et qui jusque-là avaient bénéficié du moratorium. Il accorde les mêmes facilités de paiement que le décret de 1915 et organise une procédure semblable.

4° Loi du 26 juillet 1918. — Elle modifie les dispositions

de la loi du 5 août 1914, en ce qui concerne l'exception de mobilisation.

Dorénavant, pour des motifs exceptionnels et sur autorisation spéciale, l'instance pourra être engagée et l'exécution poursuivie contre les mobilisés résidant en vertu d'une affectation sans limitation de durée dans la zone de l'intérieur. L'autorisation est accordée par le président du tribunal civil. Le mobilisé, prévenu par le greffier, a 15 jours pour présenter ses observations. Si, au cours de l'instance, il reçoit une nouvelle affectation dans la zone des armées, toute procédure est suspendue.

De plus sont présumés avoir renoncé à se prévaloir de l'exception de mobilisation, pour tout ce qui concerne leur commerce ou leur industrie, les mobilisés qui, personnellement ou par autrui, ont continué ou repris depuis la mobilisation une exploitation commerciale ou industrielle, ou ont pris eux-mêmes l'initiative d'actes de poursuite ou d'exécution. Quelle que soit l'affectation du mobilisé, toute personne préposée par lui à l'exploitation de son entreprise est présumée avoir reçu un mandat *ad litem* l'autorisant à soutenir l'instance au nom du propriétaire mobilisé.

Par cette loi du 26 juillet 1918, certains mobilisés se trouvent donc ramenés au droit commun. S'ils sont fournisseurs de l'Etat ou bénéficiaires de la guerre, ils ne peuvent plus s'abriter derrière l'exception de mobilisation.

5° Décret du 24 septembre 1918. — Se basant sur l'idée que la prorogation des échéances a été instituée pour favoriser le commerce, le décret du 24 septembre 1918 déclare que le moratorium ne doit plus s'appliquer aux valeurs négociables dont sont débiteurs les non-commerçants.

Il proroge donc de cinquante-trois mois les échéances de ces valeurs ; et, pour le reste, renouvelle les règles établies par les deux décrets du 23 décembre 1915 et du 29 décembre 1917.

Toutefois, il décide que la prorogation s'applique encore si les débiteurs sont présents sous les drapeaux, ou s'ils ont, depuis le 1^{er} août 1914, été renvoyés dans leurs foyers pour blessures ou maladies. Leurs héritiers peuvent également invoquer le moratorium, pour les obligations contractées par leurs auteurs, ainsi que les débiteurs d'effets payables dans les régions envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités.

6° Décret du 29 décembre 1918. — L'armistice ayant été signé le 11 novembre, et le territoire libéré, on pouvait désormais envisager la liquidation complète du moratorium. Aussi le décret du 29 décembre 1918 décide-t-il que les échéances des valeurs négociables, souscrites avant le 4 août 1914 et échues originellement depuis le 31 juillet 1914 inclusivement, seront prorogées de cinquante-six mois date pour date.

Les conditions du payement devaient être les mêmes que celles instituées précédemment par les décrets

relatifs aux fournisseurs, aux bénéficiaires de guerre et aux non-commerçants. Depuis lors le décret du 30 mars 1919 permit en outre de ne pas attendre les 30 jours précédant la nouvelle échéance pour demander des délais supplémentaires ; et la loi du 23 octobre 1919, sur la cessation des hostilités, donna aux tribunaux le droit d'accorder des délais de grâce pendant la durée d'une année, à compter de la promulgation.

Tout en réglant la question du moratorium pour l'ensemble des débiteurs, le décret du 29 décembre 1918 le maintient cependant pour certaines catégories d'entre eux, dont la situation est jugée particulièrement digne d'intérêt. Ce sont :

1° Les débiteurs mobilisés qui ne tombent pas sous l'application de la loi du 26 juillet 1918 ;

2° Les débiteurs démobilisés depuis le 1^{er} octobre 1918, qui ne tombaient pas avant leur démobilisation sous l'application de la même loi du 26 juillet 1918 ;

3° Les débiteurs mobilisés qui ont, depuis le 1^{er} août 1914, été renvoyés dans leurs foyers pour blessures ou maladies, ainsi que, en cas de décès, les héritiers de ceux-ci, à raison des obligations contractées par leurs auteurs ;

4° Les sociétés en nom collectif dont tous les associés, et les sociétés en commandite simple dont tous les gérants sont mobilisés depuis le 1^{er} octobre 1918, et dont aucun ne tombe, ou ne tombait avant sa démobilisation, sous l'application de la loi du 26 juillet 1918 ;

5° Les débiteurs domiciliés dans les territoires qui ont été envahis ou particulièrement atteints par les hostilités.

Ce décret du 29 décembre apporte donc une modification profonde dans la liste des débiteurs couverts par le moratorium. Auparavant tous pouvaient l'invoquer, sauf ceux pour qui un décret spécial était intervenu. Avec le nouveau décret, au contraire, le moratorium n'était maintenu que pour certains débiteurs limitativement énumérés.

7° **Décret du 30 mars 1919.**— Malgré toutes les garanties accordées aux débiteurs qui devaient s'acquitter en vertu du décret du 29 décembre 1918, on jugea trop restrictive l'énumération de ceux qui bénéficiaient encore des mesures d'exception. Le décret du 30 mars 1919, ne s'occupant plus de la loi du 26 juillet 1918, ni de la date de démobilisation, renouvela la prorogation pour : « 1° les débiteurs qui sont ou ont été mobilisés ; 2° les héritiers de ceux-ci, à raison des obligations contractées par leurs auteurs ; 3° les sociétés en nom collectif dont tous les associés, et les sociétés en commandite simple dont tous les gérants sont ou ont été mobilisés ; 4° les débiteurs domiciliés dans les territoires qui ont été envahis ou particulièrement atteints par les hostilités ».

8° **Projet de loi du 27 mai 1919.** — Il organise la liquidation totale du moratorium.

D'après ce projet, le débiteur a deux mois, à dater

de l'expiration de la prorogation, pour faire connaître au porteur les échéances auxquelles il s'engage à payer, par fractions, les sommes dont il est redevable. Cet échelonnement d'échéances ne doit pas dépasser cinq ans ; et un dixième au moins de la dette totale doit être payé annuellement pendant les quatre premières années. Si le débiteur n'accomplit pas cette formalité, il doit s'acquitter chaque année d'un cinquième de sa dette.

Ce projet de loi n'a pas été voté avant la fin de la législature, qui s'est terminée en décembre 1919.

Au 1^{er} janvier 1920, la situation est donc la suivante : pour l'ensemble des débiteurs, on a substitué des échéances nouvelles aux anciennes, mais tout recours contre les garants est encore impossible. Pour ceux qui sont énumérés dans le décret du 30 mars 1919, le moratorium est maintenu jusqu'au 1^{er} avril 1920 (décret du 18 décembre 1919), à moins qu'ils ne soient fournisseurs de l'Etat ou bénéficiaires de guerre. Peut-être la prorogation sera-t-elle encore renouvelée. Peut-être, d'ici trois mois, aura-t-on pris des mesures pour revenir à un régime plus normal. S'il en est ainsi, on peut prévoir par le projet ci-dessus quelle solution sera donnée, ...à moins que la Chambre n'en décide autrement. Certains débiteurs, profondément atteints par la guerre, seront sans doute dans l'impossibilité de s'acquitter. On pourrait alors considérer les pertes subies de ce chef comme constituant des dom-

mages de guerre à supporter par l'Etat et étendre à ce cas spécial les dispositions de la loi du 18 avril 1919.

Grâce aux mesures édictées par les différents décrets que nous venons de passer en revue, grâce aussi à la réorganisation de la vie industrielle qui avait été bouleversée dans les premiers mois de la guerre, bon nombre de débiteurs ont déjà pu se libérer.

Le compte d'effets prorogés de la Banque de France accuse une diminution sensible d'année en année. En particulier, du 1^{er} octobre 1914 à fin 1915, la réduction a été de plus de 2 milliards et demi. Cette décroissance rapide est due à la reprise des affaires, en même temps qu'aux facilités accordées par la Banque, qui avait admis des paiements fractionnés, dès avant le décret du 23 décembre 1915. Tandis qu'au 1^{er} octobre 1914 le portefeuille des effets prorogés s'élevait à 4,476 millions, à fin 1914 il n'était déjà plus que de 3,477 millions.

Puis il descendit : Fin 1915 à 1,838 millions.

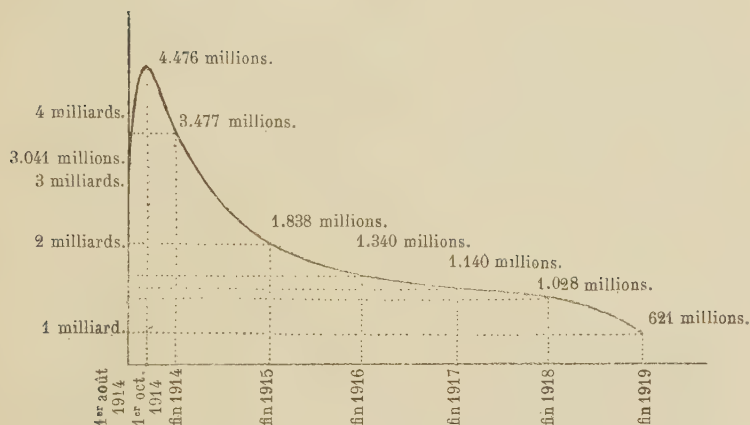
— Fin 1916 à 1,340 millions.

— Fin 1917 à 1,140 millions.

— Fin 1918 à 1,028 millions.

— Fin 1919 à 621 millions.

On peut résumer ces chiffres dans le graphique suivant :



Il est vrai que parmi les effets de commerce compris dans le nombre de ceux qui ont été payés, il en est dont le montant a été remboursé à la Banque de France par ses cédants. Ces effets subsistent ainsi toujours, et les dispositions de la prorogation des échéances leur sont applicables comme s'ils étaient restés dans le portefeuille de la Banque. De son côté, le compte d'amortissement s'élevait fin 1919 à 708 millions, dépassant par conséquent le montant des effets prorogés restant en portefeuille.

c) Intérêts

1° Etablissement du cours des intérêts. — D'après le décret du 29 août 1914, les débiteurs qui usent du bénéfice des prorogations sont de plein droit redevables d'un intérêt de 5 0/0, à dater du lendemain du

jour où le paiement était primitivement exigible (1). Aucune présentation, ni sommation, n'est nécessaire pour les faire courir.

Ces intérêts sont dus pour tous ceux qui se trouvent obligés en vertu des effets. Mais la question se pose de savoir s'ils peuvent être réclamés aux débiteurs des régions envahies.

Sur ce point les opinions sont divisées. D'après M. Wahl (2), le décret du 29 août 1914 est applicable dans les régions envahies, comme contenant une disposition spéciale qui le rend obligatoire sans publication. Par contre, le Comité de législation près le Ministère du Commerce, a émis le 3 mai 1915 (3) un avis d'après lequel l'intérêt de 5 0/0 ne court pas contre le débiteur qui habite une région envahie, parce qu'une force majeure l'a empêché de s'acquitter par le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations ou à la Banque de France.

D'autre part, le 9 juillet 1915, M. Ribot, Ministre des Finances, a déclaré à la tribune de la Chambre : « *Le décret qui met les intérêts à leur charge n'a pas été promulgué dans les régions envahies ; par conséquent les débiteurs, dans ces régions, ne devront pas d'intérêts* ».

M. Wahl juge inexacte la réponse du Comité de

(1) Il y a exception pour les sommes représentées par des chèques.

(2) WAHL, *Droit civil et commercial de la guerre*, tome III, n°s 2621 et suiv.

(3) *Gaz. trib.*, 27 juin 1915.

législation. D'abord le seul fait d'être resté en région envahie ne constitue pas une force majeure empêchant le dépôt à la Banque de France ou à la Recette des Finances : il n'y aurait véritablement force majeure qu'en cas d'impossibilité, par exemple si ces établissements étaient fermés. En second lieu, si l'on admet l'exception de force majeure, celle-ci pourra être invoquée non pas par ceux qui sont domiciliés en région envahie, mais par ceux qui s'y sont trouvés, même accidentellement. Enfin, le débiteur peut-il vraiment arguer de la force majeure pour ne pas payer d'intérêts moratoires ? M. Wahl ne le croit pas ; il estime que les intérêts sont justifiés par le fait que le débiteur reste en possession du capital et peut le faire fructifier, alors que le créancier en est privé. Quant à la question de la promulgation en pays envahi, M. Wahl fait remarquer qu'elle se ramène à ceci : le numéro du *Journal officiel*, portant promulgation du décret, a-t-il pu parvenir ou non au chef-lieu de l'arrondissement dont dépend le domicile du débiteur ? Si ce chef-lieu est déjà envahi lors de la promulgation, les intérêts ne courent pas ; ils ne sont dus que du jour où l'envahissement ayant cessé, le *Journal officiel* y est arrivé.

On s'est demandé également si les mobilisés devaient payer les intérêts. Le rapporteur de la Commission parlementaire du commerce et de l'industrie, s'est prononcé pour la négative à la Chambre le 8 juillet 1915. Dans le même sens, M. Wahl s'appuie

sur ce que les mobilisés sont couverts par la loi du 5 août 1914, qui défend de les poursuivre et de faire courir contre eux les intérêts.

Mais comme pour les débiteurs des pays envahis, les avis sont partagés. Ainsi, comme nous le verrons plus loin, le porteur devant adresser un avis au débiteur pour maintenir le cours des intérêts, M. le Ministre du Commerce déclara, dans une réponse à un sénateur (1), qu'à l'égard des mobilisés l'avis produisait le même effet.

De leur côté, les décret du 29 décembre 1918 et projet de loi du 27 mai 1919, semblent indiquer que, en principe, les débiteurs des régions envahies et les mobilisés doivent les intérêts, à moins que des dispositions spéciales ne soient édictées à leur sujet. Le décret du 29 décembre 1918 annonce, en effet, qu'un décret spécial réglera la question des intérêts moratoires que l'on ne saurait réclamer aux débiteurs des régions envahies hors d'état de les payer, pas plus qu'aux débiteurs mobilisés dont certains se trouvent, du fait de la mobilisation dans l'impossibilité de s'acquitter. Quant au projet de loi du 27 mai 1919, qui prévoit précisément la liquidation du moratorium pour ces deux catégories de débiteurs, il établit un intérêt de 6 0/0 à dater de l'expiration du dernier délai de prorogation et décide qu'on y joindra les intérêts visés au

(1) *J. off.*, 23 juillet 1915, Déb. parl., Sénat, p. 368.

décret du 29 août 1914 (art. 6). Il permet d'ailleurs au tribunal d'exonérer en tout ou partie, les débiteurs, du paiement de ces derniers.

C'est cette solution qui nous semble la plus équitable. Le seul fait d'être restés en région envahie n'a pas empêché les débiteurs d'employer les capitaux qu'ils avaient entre les mains ; et l'objection tirée de la non-promulgation tombe, puisque le décret du 29 août 1914 a été déclaré immédiatement exécutoire, conformément à l'article 2 du décret du 5 novembre 1870.

De même, il est juste que les mobilisés, qui, malgré leur mobilisation, ont pu continuer l'exploitation de leur commerce ou de leur industrie, soient astreints au paiement des intérêts. En laissant, d'autre part, aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire assez étendu pour qu'ils puissent alléger la charge de ceux qui auraient particulièrement souffert de la guerre, on écarte les conséquences trop rigoureuses que ce système entraînerait dans certains cas.

Il se pourrait que le contrat, en vertu duquel l'effet a été émis, ait stipulé jusqu'à parfait paiement un intérêt supérieur à 5 0/0. Là encore il y a controverse. Le porteur peut-il exiger ou non l'intérêt prévu ? Le Comité de législation commerciale près le Ministère du Commerce a répondu affirmativement dans un avis du 3 mai 1915. Mais M. Wahl (1) soutient avec raison,

(1) WAHL, *Droit civil et commercial de la guerre*, tome III, n° 2624.

nous semble-t-il, l'opinion inverse, en disant que les rapports entre le porteur et les débiteurs de l'effet ne sont pas régis par la convention, mais par l'effet lui-même ; cet effet ne donne droit qu'aux intérêts fixés par les décrets.

En ce qui concerne la date d'exigibilité de ces intérêts, il faut admettre qu'ils doivent être payés seulement avec le capital, aucune date spéciale de paiement n'ayant été indiquée. La protection du débiteur est ainsi plus complète.

Un cas spécial est celui où le porteur a fait escompter son effet après l'échéance originale : des intérêts ont alors déjà couru en sa faveur. Dans ce cas la Banque de France calcule l'escompte de 5 0/0 sur le nombre de jours restant à courir entre le jour de la présentation et celui de la nouvelle échéance, déterminée par les décrets en vigueur. Puis, lorsque le débiteur se libère, elle restitue au porteur non seulement les intérêts qui lui étaient déjà acquis lorsqu'il a fait escompter son effet, mais encore tous ceux qui ont couru depuis le jour de la présentation jusqu'au jour de l'échéance ayant servi de base au calcul de l'escompte. Le montant de celui-ci se trouve donc remboursé.

2° Comment le débiteur peut mettre fin au cours des intérêts. — Le décret du 27 septembre 1914 permet au débiteur de se libérer en versant le montant de sa dette à la Banque de France contre un récépissé

payable à vue, qui doit être remis au porteur lors de la présentation de l'effet.

Ce décret n'abrogeant pas celui du 6 thermidor an III, le débiteur peut également se libérer en versant le montant de l'effet à la Caisse des dépôts et consignations.

3^o Mesures imposées au porteur pour que les intérêts continuent de courir à son profit. — Le décret du 15 avril 1915 porte dans son article 2 : « *Le porteur d'un effet de commerce, prorogé à nouveau en vertu des dispositions de l'article précédent, est tenu d'aviser, avant le 31 mai 1915, le débiteur, qu'il est en possession dudit effet et que le paiement peut en être effectué entre ses mains* ». De même, pour les effets appelés pour la première fois à bénéficier de la prorogation, le porteur doit aviser le débiteur dans le mois qui suit l'échéance normale de l'effet.

La sanction du défaut d'avis est la cessation du cours des intérêts, à partir de la date à laquelle l'avis aurait dû être donné.

L'avis peut être constaté soit par le visa signé et daté du débiteur sur l'effet de commerce lors de la présentation, soit par une lettre recommandée. Toutefois, ces formalités ne sont pas nécessaires si le porteur peut prouver que le débiteur a été antérieurement avisé.

Lorsque l'effet est domicilié, le Comité de législation commerciale a déclaré dans son avis du 3 mai 1915,

que la présentation au domiciliataire suffisait, puisque c'est lui qui est chargé du paiement. Nous croyons, au contraire, avec M. Wahl (1) que, l'avis ayant pour but de permettre au débiteur une option entre un paiement immédiat et un ajournement, le tiré seul, est qualifié pour exercer cette option.

Le débiteur étant prévenu en vertu du décret du 15 avril 1915, on jugea qu'il était également utile d'avertir le tireur que l'effet restait en souffrance ; car en définitive, c'est lui qui doit payer les intérêts moratoires, si le tiré ne s'acquitte pas. Le décret du 19 décembre 1916 décide donc : « *Le porteur d'un effet de commerce dont le paiement est prorogé en vertu des dispositions du présent décret est tenu d'aviser, dans les trois mois qui suivront sa promulgation, le tireur dudit effet que celui-ci est en sa possession.*

« *Cet avis sera constaté par une lettre recommandée. Faute par le porteur d'accomplir cette formalité, les intérêts au taux de 5 0/0 l'an, institués par le décret du 29 août 1914 et dont le tireur est débiteur envers lui, solidairement avec le tiré et les endosseurs cesseront, à partir du jour de l'expiration du délai ci-dessus imparti, de courir à son profit à l'égard du tireur et des endosseurs* ».

Pour les effets bénéficiant pour la première fois de la prorogation, le porteur doit adresser le même avis

(1) WAHL, *Droit civil et commercial de la guerre*, tome III, n° 2634.

au tireur dans les trois mois de l'échéance primitive.

Si le porteur a été empêché par un cas de force majeure de donner les avis requis, les délais doivent être considérés comme suspendus. En particulier, pour les porteurs qui, par suite de l'occupation ennemie, n'avaient pu notifier aux débiteurs et tireurs qu'ils étaient en possession de l'effet prorogé, le décret du 25 mars 1919 a établi une disposition particulière : il a accordé jusqu'au 1^{er} juillet 1919 pour donner l'avis.

d) Effets souscrits après le 4 août 1914

Ces effets n'étaient pas visés par les premiers décrets qui prorogèrent les échéances ; ils restaient donc soumis à tous égards au droit commun.

Mais le décret du 29 août 1914 décida que par dérogation aux articles 161 et 162 C. com. la présentation et le protêt faute de paiement pouvaient être faits dans un délai de dix jours, y compris le jour de l'échéance. Le délai de quinzaine accordé pour recourir contre les garants courait alors du jour du protêt.

Naturellement, si un cas de force majeure empêchait la confection du protêt dans les dix jours, il n'y aurait pas pour cela déchéance. Il faudrait appliquer les principes généraux, comme dans le cas où il n'y a pas de moratoire.

e) Prescription

1^o Suspension de la prescription. — Le décret du 10 août 1914 déclarait dans son article 1^{er} : « *Sont sus-*

pendues pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités toutes prescriptions et péremptions en matière civile, commerciale ou administrative, tous délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs ». Cette mesure, conçue en termes généraux, s'appliquait naturellement au cas particulier des effets de commerce.

La prescription était ainsi suspendue pour tout le monde; il suffisait pour cela qu'elle ne fût pas terminée au 2 août 1914, premier jour de la mobilisation. Peu importait qu'elle eût pris fin avant le décret du 10 août, celui-ci étant rétroactif.

Ce décret s'applique également aux délais qui avaient commencé à courir après le 2 août 1914.

Le décret du 15 décembre 1914 apporta une restriction à la suspension de la prescription. Il décida qu'à l'égard des individus qui n'étaient ni présents sous les drapeaux, ni domiciliés dans certaines circonscriptions judiciaires, envahies ou sur la ligne de feu, la suspension pourrait être levée par ordonnance du président du tribunal civil.

Cette ordonnance, qui constitue un acte de juridiction gracieuse, n'était susceptible ni d'opposition, ni d'appel (décret du 11 mai 1915).

A partir de l'ordonnance, il était accordé un nouveau délai, égal à celui qui restait à courir au premier jour de la mobilisation.

2° Reprise des délais. — Le décret du 10 août 1914 avait décidé qu'à dater de la cessation des hostilités, un nouveau délai courrait, égal à celui qui manquait au premier jour de la mobilisation, pour que la prescription fût accomplie. Il ne tenait pas compte de la date à laquelle le délai de prescription aurait normalement expiré.

Mais la loi du 4 juillet 1915 limite cette solution aux prescriptions qui auraient été normalement acquises pendant la guerre ou avant le jour fixé comme point de départ des délais nouveaux. Si le délai de prescription devait prendre fin dans les six mois suivant ce point de départ, il était prolongé de six mois. Tandis que si la prescription devait prendre fin plus de six mois après le point de départ des délais nouveaux, il n'y avait lieu à aucune prolongation. De plus, la loi du 4 juillet 1915 prévoyait que les points de départ, variant avec les arrondissements judiciaires, seraient fixés par décret.

Enfin, la loi du 23 octobre 1919, proclamant la cessation des hostilités à dater de sa promulgation (24 octobre), a établi le cours des délais et a décidé que ceux venant à expiration dans les trente jours de sa promulgation seraient prolongés jusqu'à l'expiration de ces trente jours.

f) Mesures prises en Allemagne

En Allemagne, une loi du 4 août 1914 a prolongé

les délais accordés au porteur pour accomplir les actes nécessaires à la conservation de ses droits lorsqu'il se trouvait empêché par un cas de force majeure résultant de la guerre. Elle lui permettait alors d'accomplir les formalités requises, jusqu'à l'expiration des six jours suivant la cessation de ce cas de force majeure.

CHAPITRE III

La force majeure en Droit international privé

§ 1^{er}. — Effets de la force majeure en dehors de tout moratoire

a) Principe général

Avant d'étudier les effets de la force majeure sur les obligations qui résultent d'une lettre de change, il importe de déterminer quelle est la loi qui doit régir ces obligations.

On admet généralement qu'à défaut de stipulations formelles, la substance et la portée de ces obligations sont régies par la loi à laquelle les parties contractantes se sont implicitement référées (1).

En cette matière, c'est le principe de l'autonomie de la volonté qui domine, limité naturellement par les nécessités de l'ordre public. Cette liberté laissée aux parties de choisir la loi à laquelle elles entendent se soumettre, est conforme à l'idée formulée dans l'article 1134 du Code civil, que « *les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites* ».

(1) DESPAGNET, *Précis de droit international privé*, n° 293.

La question peut alors se formuler ainsi : A quelle loi les parties ont-elles vraisemblablement voulu se référer ?

Nos anciens auteurs admettaient que c'était à la loi du lieu d'exécution. Pothier (1), se basant sur le texte du Digeste « *Contraxisse unusquisque in eo loco intelligitur in quo ut solveret se obligavit* », considérait le contrat comme formé au lieu où la lettre de change était payable. D'après lui, c'est bien la *lex loci executionis* que les contractants ont dû prendre pour base de leur convention, puisque c'est au lieu du paiement que le contrat a été conclu et qu'il doit recevoir son exécution. Les obligations dérivant de l'effet sont alors régies par la loi du lieu d'exécution, à laquelle les contractants sont censés s'être soumis.

C'est dans le même sens que Voët disait (2) : « *Quia vero in quibusdam circa cambiorum jura variant leges ac consuetudines variarum regionum, notandum est, in decidendis circa hæc controversiis, spectandas esse leges loci illius ad quem litteræ cambii destinatæ, et in quo vel acceptatæ sunt, vel acceptari debuerunt, non item loci unde missæ ; cum illic contractus intelligatur celebratus, ubi implementum ejus destinatum est* ».

Cette idée a encore trouvé des défenseurs de nos jours : Merlin (3), par exemple. Mais actuellement,

(1) POTHIER, *Traité du contrat de change*, n° 155.

(2) VOËT, *Commentaire sur le Digeste*, titre « *de nautico fœnore* », n° 10.

(3) MERLIN, *Questions de droit*. Protêt, § II.

elle est généralement abandonnée, tout au moins en France (1). On présume plutôt que les parties se sont référées à la loi du lieu où le contrat a été réellement formé, où l'accord des volontés s'est produit. Dans ce système, on applique donc la *lex loci contractus* pour apprécier les obligations de chacun.

Il y a, pourtant, une divergence d'opinions lorsque les deux contractants sont de même nationalité. Certains auteurs jugent plus naturel de supposer, dans ce cas, qu'ils ont accepté l'application de leur loi nationale, puisque cette loi leur est commune ; et qu'elle leur est sans doute mieux connue que toute autre (2). Mais MM. Lyon-Caen et Renault (3) font remarquer, à juste titre, que si cette solution se conçoit « *dans les contrats ordinaires impliquant une obligation envers une personne dénommée, elle ne se conçoit pas, quand, comme dans la lettre de change, la personne qui s'oblige contracte une obligation envers une personne indéterminée, celle qui sera porteur lors de l'échéance* ». D'ailleurs, il s'agit surtout d'une question de fait, et il appartient aux tribunaux de vérifier, d'après les circonstances, à quelle loi les parties ont voulu se soumettre.

(1) En Allemagne on suit d'ordinaire la loi du domicile du débiteur, qui est souvent la même que la *lex loci executionis*. — DESPAGNET, *Précis de droit international privé*, n° 295.

(2) DESPAGNET, *Précis de droit international privé*, n° 339. — CHAMP-COMMUNAL, *Etude sur la lettre de change en droit international privé*, p. 24.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. IV, p. 537.

Une difficulté peut se présenter pour déterminer la *lex loci contractus* lorsque le cédant et le cessionnaire ne sont pas au même endroit. Faut-il réputer « lieu du contrat » celui où l'acte est écrit ? Faut-il au contraire ne considérer que le lieu où le preneur donne son adhésion ? La plupart des auteurs jugent que l'acte est parfait là où il est rédigé (1) ; le consentement du bénéficiaire qui intervient ensuite rétroagit au jour de la rédaction.

La loi du lieu d'exécution ne doit cependant pas être complètement écartée. Elle trouve encore son application dans tout ce qui se rapporte au paiement : possibilité d'obtenir des délais de grâce, forme du protêt, jours auxquels il peut être fait, etc...

*b) Application du principe aux différentes obligations du porteur
Effets de la force majeure*

1^o Présentation de la lettre, protêt, recours. — Le porteur peut être empêché par un cas de force majeure de remplir l'une des obligations auxquelles il est astreint, suivant les différentes législations. Il semble alors logique de déterminer les effets de cette force majeure d'après la loi même qui régissait l'obligation à laquelle le porteur a failli.

C'est ainsi que Merlin, qui faisait régler toutes les

(1) NOUGUIER, *Des lettres de change et des effets de commerce en général*, n^o 1425. — CHAMPCOMMUNAL, *Etude sur la lettre de change en droit international privé*, p. 21. — CHRÉTIEN, *De la lettre de change en droit international*, p. 83.

obligations dérivant de la lettre de change par la *lex loci executionis*, jugeait que, dans le cas d'une traite tirée de Lyon sur Madrid (1), la loi espagnole seule pouvait déterminer les délais du protêt. Celui-ci ayant été retardé par un cas de force majeure, c'était encore à la loi espagnole de décider si le délai normal pouvait être augmenté, et, par suite, si un protêt dressé après le délai fatal devait ou non être considéré comme fait en temps utile.

Lorsqu'on admet, au contraire, comme nous, l'application de la *lex loci contractus* pour déterminer dans quelle mesure les divers contractants sont obligés, c'est également à cette loi qu'il faut se référer, pour connaître les effets de la force majeure.

Le porteur est-il tenu, par exemple, de présenter la lettre à l'acceptation ? C'est la loi du lieu du contrat qu'il faut consulter pour le savoir. Le tireur, en émettant la lettre, ne s'est engagé que sous certaines conditions ; et il est à supposer qu'il a fait entrer dans ces conditions la nécessité de la présentation à l'acceptation, si celle-ci est ordonnée par la loi du lieu de l'émission. Le délai de présentation doit être régi par la même loi ; car ce n'est là qu'une modalité de cette première obligation du porteur. Si donc une force majeure vient empêcher le porteur de présenter la lettre à l'acceptation, dans les conditions prévues par la

(1) MERLIN, *Questions de droit*, protêt, § XIII.

lex loci contractus, ce sera cette dernière loi qui en déterminera les conséquences.

Il en est de même pour la présentation au paiement, et le délai dans lequel elle doit être faite.

Une seconde question est celle du protêt.

Les législations subordonnent le droit de recours à la confection du protêt dans un bref délai, rigoureusement déterminé ; ce délai varie dans les divers pays. Si le porteur ne l'a pas fait dresser, pourra-t-il recourir malgré cela contre le tireur et les endosseurs ?

Il semble juste de s'en rapporter, tant pour la nécessité du protêt que pour les délais, à la loi qui régit l'émission de la traite ou son endossement. Les divers garants ont, en effet, subordonné leur responsabilité à l'accomplissement des formalités prévues par la loi sous l'empire de laquelle ils se sont engagés, et qui est la *lex loci contractus* (1).

Il en résultera que le recours pourra être exercé contre certains garants, alors qu'il sera perdu contre les autres. Quelques jurisconsultes, il est vrai, ont voulu éviter cette conséquence, en n'accordant de recours contre les endosseurs que dans la mesure où

(1) En ce sens, CHAMPCOMMUNAI, *Etude sur la lettre de change en Droit international privé*, p. 48 et suiv. — DESPAGNET : *Précis de Droit international privé*, n° 345. Par contre, l'Institut de Droit international, s'est prononcé en faveur de la *lex loci executionis*. Mais, séparant la question de la force majeure de celle des délais, il a néanmoins adopté le principe suivant : « *L'excuse, tirée des cas fortuits et de force majeure, n'est admise que si elle est reconnue par la loi du lieu de l'émission du titre* ».

ceux-ci l'auraient eux-mêmes conservé contre le tireur. Il faut bien admettre, cependant, par suite de l'indépendance des divers engagements, qu'un endosseur quelconque a pu contracter des obligations plus rigoureuses que celles de son cédant.

Dès lors que la nécessité du protêt, et les délais accordés pour sa confection sont régis par la *lex loci contractus*, ce sera cette même loi qu'il faudra consulter, pour savoir si le recours est encore possible lorsqu'un cas de force majeure a empêché l'accomplissement des formalités dans le délai voulu. C'est la loi du lieu du contrat qui a établi la règle ; c'est à elle de dire si elle admet des exceptions. D'ailleurs, le tireur et les endosseurs se sont engagés dans les conditions déterminées par la loi du lieu où l'acte a été fait. Si cette loi n'admet pas l'exception de force majeure, le garant pourra repousser l'action du porteur en disant « *qu'il n'est obligé que sous la condition stricte que telles et telles formalités seront remplies (1)* ».

La même solution doit être admise en ce qui concerne le délai dans lequel le recours doit être exercé, ainsi que les conséquences d'un cas de force majeure ayant empêché ce recours dans le délai normal.

Quant aux intérêts moratoires, il faudra encore consulter la loi qui régit les rapports, du porteur avec chacun des obligés pour savoir s'il peut leur demander

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de Droit commercial*, t. IV, p. 367.

des intérêts, et sous quelles conditions. Mais, lorsque le principe des intérêts est admis, c'est à la loi du lieu du paiement qu'il appartient d'en fixer le taux, et non plus à la *lex loci contractus*. Les intérêts ont pour but de dédommager le porteur du retard qu'il a subi ; et le préjudice dont il souffre se mesure au taux du loyer de l'argent dans le lieu où le paiement devait être opéré.

2° Prescription. — Les causes de suspension de la prescription sont réglées par la même loi que la prescription elle-même. Donc, pour savoir si la force majeure doit être considérée comme une cause de suspension, il faut déterminer la loi qui régit le délai de prescription.

Sur ce point, les avis les plus divers ont été émis.

Dans une première opinion qui est celle de Pothier (1), il faudrait appliquer la loi du domicile du créancier ; car c'est en ce lieu que sont situées fictivement les créances, comme tous les meubles : *Mobilia ossibus personæ inhærent*. On reproche à ce raisonnement de n'être qu'une pétition de principe, en considérant comme située au lieu du domicile du créancier une créance dont l'existence est précisément discutée (2). De plus ce système permettrait au créancier d'allonger la durée de la prescription en déplaçant son domicile.

Beaucoup d'auteurs, de même que la Cour de cassa-

(1) POTHIER, *Prescription*, n° 251.

(2) DESPAGNET, *Précis de Droit international privé*, n° 317.

tion (1), s'en rapportent, au contraire à la loi du domicile du débiteur, en s'appuyant sur ce que la prescription libératoire est une exception personnelle à celui-ci, et que l'action du créancier doit être intentée à ce domicile. Mais là encore, on objecte que le débiteur pourrait avec cette opinion faire varier à son gré la durée de la prescription, avec le lieu de son domicile.

Un autre système, qui est celui de la jurisprudence anglo-américaine (2) est basé sur l'application de la *lex fori*; on considère alors la prescription comme une règle d'ordre public. Il faut pourtant remarquer que la question de la prescription touche au fond même du droit, et que ce droit pourrait très bien être éteint dans un délai plus court que celui établi par la *lex fori*, sans que l'ordre public soit atteint.

On a également proposé d'appliquer la *lex loci executionis* (3). La prescription, dit-on, remplace l'exécution; et elle est la peine de la négligence du créancier qui aurait dû réclamer son droit en temps utile là où l'exécution devait avoir lieu. A cet argument on objecte que la prescription n'empêchera l'exécution que si le droit est éteint; ce qu'il faut d'abord déterminer. Quant à l'idée de peine, non seulement elle est discutable; mais, si on l'admettait, il serait plus juste

(1) MERLIN, *Rép. Prescription*, sect. I, § 3, n° VII. — Cass. 13 janvier 1869 (D. 1869, 1, 133). — Cass. 19 mai 1884 (D. 1884, 1, 287).

(2) DESPAGNET, *Précis du Droit international privé*, n° 317.

(3) TROPLONG, *Traité de la prescription*, n° 38.

de considérer la négligence du créancier comme commise au lieu où il aurait dû agir contre son débiteur, c'est-à-dire généralement au domicile de ce dernier.

Enfin, une cinquième solution qui est la plus rationnelle, consiste à faire régir la prescription libératoire par la même loi que le contrat lui-même, c'est-à-dire la *lex loci contractus* (1). Puisque les obligations des parties sont réglées suivant cette loi, il est naturel de s'y référer pour déterminer également leur durée.

Quelques auteurs, tout en admettant cette solution en principe, pensent que la prescription ne peut néanmoins avoir une durée plus longue que celle déterminée par la *lex fori*. Ils se basent sur l'idée d'ordre public (2).

§ II. — Cas où il y a moratorium

Lorsque les pouvoirs publics sont amenés, par suite d'événements graves, à suspendre momentanément l'application des règles habituelles au sujet des protêts ou des échéances, la question du recours contre les garants à l'étranger donne lieu à certaines difficultés. La guerre de 1870-71 nous en fournit un exemple.

La loi du 13 août 1870 et les décrets postérieurs avaient, en effet, empêché les porteurs de dresser protêt dans le délai normal. Le Corps législatif, il est vrai, en prorogeant seulement les délais du protêt, et

(1) LYON-CAEN et RENAUT, *Traité de Droit commercial*, t. IV, p. 448.

(2) DESPAGNET, *Précis de Droit international privé*, n° 317. — WEISS, t. IV, p. 385.

non les échéances, espérait conserver intact le droit de recours des porteurs français. Mais cette idée ne fut pas admise par tous les tribunaux. En Allemagne, notamment, le Tribunal suprême de commerce de Leipzig écarta le recours après protêt tardif (1). Dans la plupart des autres pays, au contraire, on tint compte des mesures prises par les pouvoirs publics français (2).

Pour déterminer les droits du porteur d'un effet prorogé envers ses garants étrangers, il faut distinguer selon la nature et l'étendue du moratorium.

1°. — S'il s'agit d'un simple délai de grâce ou de l'établissement d'un jour férié, la mesure est opposable à tout le monde ; car elle concerne uniquement le paiement. La question des délais de grâce touche à l'ordre public ; peu importe qu'ils soient accordés par un jugement ou par une loi.

2°. — Lorsque le moratoire proroge les délais du protêt, on se trouve amené à des solutions différentes suivant le principe adopté.

Si l'on admet que les délais du protêt sont réglés souverainement par la *lex loci executionis*, la loi qui prononce la prorogation doit produire ses effets *erga omnes* ; en tous pays, on admettra le retard apporté dans la confection du protêt.

(1) Cour suprême de Leipzig, 21 fév. 1871 (*Journal du Droit international privé*, 1874, p. 185).

(2) Cass. Turin, 6 mars 1872 (S. 1872, 2, 217). — Genève, 25 mars 1872 (*Journal de Droit international privé*, 1874, p. 107). — Bruxelles, 29 avril 1873 (*Journal de Droit international privé*, 1874, p. 109).

Mais, il n'en est plus de même dans l'opinion que nous avons adoptée, et d'après laquelle il faut déterminer les délais du protêt suivant la *lex loci contractus*. Dans ce cas, les garants étrangers qui ont signé la traite, ne sont pas obligés par la loi qui vient modifier les conventions.

En particulier, si le moratoire permet simplement un protêt tardif, le porteur ne pourra s'en prévaloir devant les tribunaux étrangers. Il pourra seulement s'en servir à titre d'indication, pour prouver l'existence d'une force majeure ; et cela, dans les pays, seulement, qui admettent cette exception.

Si, par contre, la loi, au lieu d'accorder au porteur une prolongation des délais, lui défend de dresser protêt pendant un temps déterminé, elle l'empêche alors d'obtenir son paiement, comme au cas d'une prorogation d'échéance. C'est le troisième cas à étudier.

3°. — Quand il y a prorogation d'échéance, ou défense de dresser protêt, le porteur se heurte à une véritable force majeure, créée par la loi, ou le décret moratoire. Il ne doit donc pas être déchu de ses droits. Même à l'étranger, il pourra invoquer l'exception de force majeure contre ses garants, dans la mesure où elle est admise par la *lex loci contractus* (1).

En appliquant ce système aux lois et décrets mora-

(1) CHAMPCOMMUNAL, *Etude sur la lettre de change en droit international privé*, p. 51 et suiv. — CHRÉTIEN, *De la lettre de change en droit international*, p. 186 et suiv.

toriés promulgués pendant la guerre de 1870-1871, on arrive à cette conclusion que pour une lettre de change tirée d'Allemagne sur la France, puis endossée en Italie, et venue finalement entre les mains d'un porteur français, le recours de celui-ci devait être conservé contre son endosseur italien et perdu contre le tireur allemand, puisque la loi italienne admettait l'exception de force majeure, mais non la loi allemande.

Ainsi que nous le verrons plus loin, les Conférences de la Haye de 1910 et 1912, pour l'unification du droit en matière de lettre de change et de billet à ordre, ont laissé de côté la question du moratorium. Cependant, en 1910, la première section avait admis le droit de recours du porteur contre les garants domiciliés à l'étranger, dans la mesure où il pouvait recourir contre les signataires domiciliés dans le pays où avait été pris le moratorium. De son côté, la quatrième section autorisait également le recours, pourvu qu'il fût exercé dans l'ordre strict des endossements.

§ III. — Solutions particulières de certaines législations et traités

Certaines législations, au lieu de laisser appliquer les principes généraux, ont préféré régler elles-mêmes certains points se rapportant au droit international privé. Nous en trouvons un exemple dans le Code de commerce français, ainsi que dans la loi allemande du 13 avril 1914. De même, nous voyons les divers traités

ayant mis fin à la guerre de 1914, sauvegarder les droits des porteurs, dont l'action avait été empêchée pendant la guerre, quelles que soient les dispositions particulières des législations ennemies.

Code de commerce français. — L'article 166 détermine le délai dans lequel doit être exercé le recours contre le tireur et les endosseurs résidant en France, lorsqu'il s'agit d'une lettre de change tirée de France et payable à l'étranger. Cette décision est conforme au principe qui fait régler les délais du recours par la *lex loci contractus*.

Comme il ne dit rien du cas inverse d'une lettre tirée de l'étranger et payable en France, il est naturel d'appliquer alors la loi étrangère.

C'est encore en conformité avec les principes généraux, que l'article 160 fixe le délai de présentation d'une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue, lorsque cette lettre est tirée de France et payable à l'étranger.

Mais il s'en écarte, lorsqu'il établit des délais semblables pour toutes les lettres de change payables en France, alors même qu'elles auraient été tirées de l'étranger. Il eût été plus logique, dans ce cas, d'appliquer la loi étrangère.

Loi allemande du 13 avril 1914. — Elle a pour but de régler la situation du porteur qui n'a pu accomplir en pays étranger les formalités requises, par suite d'un obstacle résultant de la loi. Elle est ainsi conçue :

« Article unique. — *Quand une disposition légale édictée dans un pays étranger, a mis obstacle à ce qu'un acte exigé pour la conservation des droits dérivant d'une lettre de change, d'un billet à ordre ou d'un chèque, y soit accompli en temps utile, une ordonnance impériale rendue avec l'assentiment du Conseil fédéral, peut décider que ces droits sont conservés malgré le retard, pourvu que cet acte soit fait immédiatement après la cessation de l'obstacle. Il peut être décidé en la même forme que, quand un obstacle de cette nature se produit, les recours peuvent être exercés après un délai déterminé, sans même que l'accomplissement de l'acte dont il s'agit soit nécessaire* ».

Cette loi ne prend donc pas de mesures générales ; elle laisse au gouvernement le soin d'apprécier dans chaque cas ce qu'il convient de faire. Spécialement, pour la guerre de 1914, le recours des porteurs français contre les tireurs ou endosseurs domiciliés en Allemagne, aurait été subordonné au bon plaisir du gouvernement allemand, si le traité de Versailles n'avait édicté des dispositions particulières pour assurer à ces porteurs la conservation de leurs droits.

Traité de Versailles du 28 juin 1919. — Dans ses articles 300 et 301, il accorde aux porteurs d'effets de commerce, comme du reste à tous les créanciers, une suspension des délais de prescription, pour la durée de la guerre ; en même temps, il exclut toute déchéance, pour le défaut d'accomplissement pendant la guerre,

des formalités habituelles. Les règles qu'il établit sont d'ailleurs réciproques : elles profitent aussi bien aux Allemands qu'aux nationaux des pays alliés.

« Article 300. — a) *Sur le territoire des Hautes Parties Contractantes, dans les rapports entre ennemis, tous délais quelconques de prescription, péremption ou forclusion de procédure seront suspendus pendant la durée de la guerre, qu'ils aient commencé à courir avant le début de la guerre ou après ; ils recommenceront à courir au plus tôt trois mois après la mise en vigueur du présent traité.....*

« g) *En ce qui concerne les effets de commerce, le délai de trois mois prévu au paragraphe a), partira du jour où auront pris fin définitivement les mesures exceptionnelles appliquées dans les territoires de la puissance intéressée relativement aux effets de commerce.*

« Article 301. — *Dans les rapports entre ennemis aucun effet de commerce passé avant la guerre ne sera considéré comme invalidé par le seul fait de n'avoir pas été présenté pour acceptation ou pour paiement dans les délais voulus, ni pour défaut d'avis aux tireurs ou aux endosseurs de non-acceptation ou de non-paiement, ni en raison du défaut de protêt, ni pour défaut d'accomplissement d'une formalité quelconque pendant la guerre.*

« *Si la période pendant laquelle un effet de commerce aurait dû être présenté à l'acceptation ou au paiement, ou pendant laquelle l'avis de non-acceptation ou de non-*

payement aurait dû être donné au tireur ou aux endosseurs, ou pendant laquelle l'effet aurait dû être protesté, est échue pendant la guerre, il lui sera accordé au moins trois mois après la mise en vigueur du présent traité pour présenter l'effet, donner avis de non-acceptation ou de non-payement, ou dresser protêt ».

Des dispositions semblables sont reproduites dans les traités de paix de Saint-Germain et de Neuilly, conclus avec l'Autriche et la Bulgarie.

§ IV. — La force majeure aux Conférences de La Haye de 1910 et 1912

Les deux Conférences internationales de La Haye de 1910 et 1912 ont eu pour but d'établir une loi uniforme en matière de lettre de change et de billet à ordre.

De nombreux Etats y participèrent : la France, en particulier, y avait envoyé comme représentants MM. Renault, Lyon-Caen et Ernest-Picard.

Un premier projet, rédigé en 1910, fut soumis à l'approbation des divers gouvernements ; puis en 1912, il fut discuté à nouveau, et modifié suivant les observations apportées par les délégations de chaque Etat.

La question de la force majeure fit l'objet de nombreuses discussions à chacune de ces deux conférences : il s'agissait en effet, de concilier les opinions les plus diverses. Aussi n'arriva-t-on à une entente que grâce à de nombreuses concessions réciproques.

D'abord on jugea préférable de ne pas traiter dans la loi commune la question du moratorium (1). Ensuite au sujet de la conservation du droit de recours du porteur, on admit facilement, qu'en cas de calamité publique, il n'y avait pas lieu à déchéance si le porteur avait été empêché par la force majeure d'accomplir dans le délai légal les formalités prescrites (2). Mais une longue discussion s'engagea tant au Comité central qu'en séance plénière, sur l'époque à laquelle les recours pouvaient être exercés. Le porteur pouvait-il agir immédiatement ? Devait-il, au contraire, attendre que la force majeure ait cessé ?

M. Hammerschlag (Autriche), soutenu par M. Vivante (Italie), se montra partisan du recours immédiat. Par contre, M. Fischel (Allemagne) défendit la seconde solution, sauf à permettre le recours avant la cessation de la calamité, si celle-ci durait plus de deux ou trois mois. Finalement, le Comité central se rallia à la proposition transactionnelle de M. Ernest-Picard qui autorisait le porteur à agir en garantie, lorsque la force majeure durait plus d'un mois.

(1) Rapport de MM. LYON-CAEN et SIMONS (Conférence de 1910).

(2) Ces formalités étaient : 1° présentation dans les six mois d'une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue (le délai de six mois pouvant être modifié par la convention des parties) ; 2° confection du protêt faute d'acceptation dans le délai fixé pour la présentation à l'acceptation, lorsque celle-ci est obligatoire ; et confection du protêt faute de paiement le jour de l'échéance ou dans les deux jours ouvrables qui suivent ; 3° présentation au paiement le jour de l'échéance ou dans les deux jours ouvrables qui suivent, en cas de clause de retour sans frais.

On résolut enfin, d'écarter les cas de force majeure individuelle.

Ces différentes décisions furent réunies dans l'article 67 de l'avant-projet de 1910. D'après ce texte, si un obstacle insurmontable à la présentation de la lettre ou à la confection du protêt dans les délais légaux survenait au lieu où ces actes devaient être accomplis, les délais étaient prolongés. Le porteur devait présenter la lettre au payement et, le cas échéant, faire dresser protêt, dès que la force majeure avait cessé. Toutefois si l'obstacle résultant de la force majeure persistait au delà d'un mois à partir de l'échéance, le porteur pouvait, aussitôt après l'expiration de ce mois, exercer ses droits contre ses garants. Pour les lettres de change à vue, le porteur pouvait recourir contre ses garants, quand la force majeure avait duré un mois à partir du jour où, sans elle, il aurait été à même d'exiger le payement. Pour les lettres de change tirées à un certain délai de vue, ce délai, en cas de force majeure, commençait à courir un mois après le jour où le porteur aurait été à même de présenter la lettre à l'acceptation si la force majeure ne s'était pas produite. N'étaient pas considérés comme constituant des cas de force majeure, les faits personnels au porteur ou à celui qu'il avait chargé de la présentation de la lettre ou de la confection du protêt.

Lorsque l'avant-projet de 1910 fut remis en discus-

sion deux ans plus tard, la délégation allemande fit observer que pour les lettres à échéance indéterminée, il serait difficile de fixer d'une façon précise le point de départ du délai d'un mois, surtout lorsque l'effet passerait de main en main pendant la durée de la force majeure. De plus, la disposition admise obligeait le porteur à agir contre ses garants, alors même qu'il n'aurait pas eu l'intention de présenter immédiatement la lettre au paiement, puisque au bout d'un mois, les délais de prescription ou de vue commençaient à courir. Enfin, le porteur d'une lettre de change à un certain délai de vue devait attendre un mois après l'expiration de ce délai, pour pouvoir réclamer le montant de la lettre, sans avoir reçu la garantie de l'acceptation. La délégation allemande jugeait donc préférable d'accorder dans ce cas le droit de recours, dans les mêmes conditions que pour les lettres de change à vue ; et de prendre toujours, comme point de départ du mois exigé par la loi, la date d'un avis que le porteur enverrait à ses garants pour les prévenir de l'existence de la force majeure.

Cette solution prévalut, et fut consacrée par le nouveau texte, rédigé en 1912.

La délégation française, de son côté, demanda que l'on tînt compte également des cas de force majeure individuels. Cette proposition, conforme aux principes supérieurs d'équité qui avaient fait admettre l'exception de force majeure, fut appuyée par MM. Lehmann

(Grèce), Conant (Etats-Unis), et par^r sir Mackenzie Chalmers (Grande-Bretagne). Celui-ci fit remarquer que la loi anglaise ne faisait pas de distinction, qu'il n'y avait pas lieu d'admettre une force majeure résultant d'un accident de chemin de fer, par exemple, tandis qu'on rejetait celle provenant d'un accident d'automobile. Mais MM. Fischel (Allemagne) et Hammerschlag (Autriche) s'opposèrent à cette extension de l'exception de force majeure. M. Simons (Allemagne) accepta, cependant, la suppression des mots « *au lieu où ces actes devaient être accomplis* », qui, dans le texte de 1910, limitaient les cas où la force majeure, même générale, pouvait être invoquée. Désormais, les dispositions établies par la loi commune étaient applicables lorsqu'il y avait interruption des communications entre le domicile du porteur et le lieu de présentation, ou lorsqu'une force majeure survenait au lieu du domicile du porteur. On accepta en outre la proposition de M. Hammerschlag de n'écarter que les cas de force majeure *purement* personnels, et d'admettre l'exception toutes les fois que les faits constituant la force majeure affecteraient un certain nombre de personnes.

M. de Nagy (Hongrie) ayant offert une transaction qui consistait à n'appliquer la loi commune que pour les lettres de change internationales, et à réserver le cas de celles qui, de l'émission à l'échéance, n'auraient pas quitté le territoire, M. Lyon-Caen déclara que la

délégation française ne pouvait accepter cette distinction, qui aurait porté atteinte aux principes mêmes de la loi uniforme. La proposition hongroise fut donc repoussée.

Enfin, le comité de revision ayant jugé préférable de laisser aux tribunaux toute liberté d'appréciation au sujet des intérêts, aucune disposition ne fut prise à leur égard.

Le nouvel article 53, qui remplaçait l'article 67 de l'avant-projet de 1910, décidait donc :

« Quand la présentation de la lettre de change ou la confection du protêt dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

« Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur la lettre de change ou sur une allonge : pour le surplus, les dispositions de l'article 44 sont applicables (1).

« Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter la lettre à l'acceptation ou au paiement et, s'il y a lieu, faire dresser le protêt.

« Si la force majeure persiste au-delà de trente jours à partir de l'échéance, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation, ni la confection d'un protêt ne soit nécessaire.

(1) L'article 44 est relatif aux avis du défaut d'acceptation ou de paiement à donner au tireur et aux endosseurs.

« Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, le délai de trente jours court de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration des délais de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur.

« Ne sont point considérés comme constituant des cas de force majeure, les faits purement personnels au porteur, ou à celui qu'il a chargé de la présentation de la lettre ou de la confection du protêt ».

L'adoption par les différents Etats de la convention signée à La Haye en 1912, aurait grandement simplifié la solution des problèmes relatifs à la force majeure ; mais cette loi ne fut pas ratifiée.

Il faut remarquer toutefois, que toute difficulté n'eût pas été écartée par le seul fait de cette ratification. Indépendamment du cas spécial où un moratorium aurait été établi dans un pays, c'était toujours aux tribunaux qu'il appartenait d'apprécier s'il y avait ou non force majeure (1) ; et cette appréciation pouvait varier, non seulement d'un tribunal à l'autre, mais surtout d'un pays à l'autre. Quant à l'autorité, en pays étranger, du jugement rendu par un tribunal, elle était plus ou moins grande suivant les règles de Droit international admises dans ce pays, et suivant les conventions conclues entre les divers Gouvernements.

(1) Rapport de MM. LYON-CAEN et SIMONS (Conférence de 1912).

CONCLUSION

Quelque strictes que soient les obligations du porteur d'un effet de commerce, il semble cependant injuste de le considérer comme soumis à des règles d'une rigidité absolue, dont l'application serait obligatoire quoi qu'il arrivât. Aussi l'exception de force majeure a-t-elle été admise par les Conférences de la Haye. Mais, tandis que celles-ci n'ont pas cru devoir l'étendre aux cas de force majeure individuels, nous pensons, au contraire, comme l'avait soutenu la délégation française, qu'il n'y a pas lieu de distinguer suivant l'origine de la force majeure. Dans tous les cas où le porteur a été empêché par un obstacle insurmontable d'accomplir ses obligations, il doit être excusé, et conserver tous ses droits.

Suivant la pratique traditionnelle en France, lorsque la force majeure provient d'une calamité publique, le porteur doit attendre la cessation de cette calamité pour recourir contre ses garants. Ce système n'a pas de grands inconvénients pour lui, lorsque, comme en 1914, des intérêts sont établis en sa faveur, et qu'il peut sans difficulté faire escompter sa créance. Il en serait différemment si les pouvoirs publics n'avaient

pas pris de dispositions spéciales à cet égard. On pourrait alors regretter que la législation française n'ait pas, comme la Convention de la Haye de 1912, autorisé le recours contre les garants lorsque la force majeure dure plus d'un mois.

D'ailleurs, pour les intérêts, il serait à désirer qu'une disposition générale de la loi les fit courir en cas de force majeure, au profit du porteur, sans qu'un protêt soit nécessaire. Un simple avis adressé aux garants devrait suffire, quitte à laisser aux tribunaux un large pouvoir d'appréciation, pour exonérer les débiteurs de ces intérêts, s'il y avait lieu.

Ces mesures seraient utilement complétées par un moratorium lorsque les pouvoirs publics le jugeraient utile, celui-ci évitant toute contestation sur l'existence de la force majeure.

Enfin, au point de vue international, il faut souhaiter que les efforts faits à la Haye pour réaliser l'unité de législation, en matière de lettres de change, ne soient pas perdus.

Aujourd'hui, les droits du porteur, empêché par un cas de force majeure, sont absolument différents suivant les pays : ici le recours est possible, là il est perdu ; tel endosseur qui a dû rembourser le montant de la traite, ne peut lui-même recourir contre le tireur. « *Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà* », pourrait-on dire. Bien des difficultés seraient aplanies par l'adoption d'une loi commune.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la Thèse,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,*

L. POINCARÉ.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
 CHAPITRE PREMIER. — <i>La force majeure d'après les principes généraux et le Code de commerce.</i>	
§ I. — Présentation à l'acceptation.	6
§ II. — Obligations du porteur sanctionnées par des déchéances.	8
a) Solutions possibles théoriquement.	10
b) Solutions admises dans quelques Etats.	17
c) Conséquence possible du retard : intérêts.	23
§ III. — Prescription.	27
 CHAPITRE II. — <i>Des Moratoires.</i>	
§ I. — Utilité et nature des Moratoires.	31
§ II. — 1830 et 1848.	33
§ III. — 1870-1871.	35
a) Loi du 13 août 1870 et décrets du Gouvernement de la Défense nationale.	35
b) Délégation de Tours.	38
c) Loi du 10 mars 1871.	40
d) Lois des 24 mars, 26 avril et 4 juillet 1871.	42
e) Gouvernement de la Commune.	44
§ IV. — 1910.	45
§ V. — 1914.	46
a) Effets prorogés.	47
b) Suppression progressive du moratorium.	52
c) Intérêts.	63

d) Effets souscrits après le 4 août 1914.	71
e) Prescription.	71
f) Mesures prises en Allemagne.	73
CHAPITRE III. — <i>La force majeure en droit international privé</i>	75
§ I. — Effets de la force majeure en dehors de tout moratoire.	75
a) Principe général.	75
b) Application du principe aux différentes obligations du porteur. Effets de la force majeure.	78
§ II. — Cas où il y a moratorium.	84
§ III. — Solutions particulières de certaines législations et traités	87
§ IV. — La force majeure aux Conférences de La Haye de 1910 et 1912.	91
CONCLUSION.	99

